

27 JLM 009/3
(1942 - 1953)

Dossiers d'agents arrêtés par les autorités Allemandes
pour différents motifs

LET à LUZ

Dec. 1873

Dec

Le Thuant, Louis

S.N.C.F.

Région d **a Nord**

**1^{er} Arrondissement des
Voitures et Wagons.**

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les autorités d'occupation

NOM : **LE TRUANT**

Prénoms : **Louis**

Grade à la S.N.C.F. : **Contremaître de 2^e cl.**

Résidence de service : **Landy P.R.**

Date d'entrée à la S.N.C.F. : **11.10.1928**

Date et lieu de naissance : **18.6.1898 à Sées-Monail (May)**

Domicile civil : **Impasse Parmentier à Bruant (SAC)**

Situation de famille : **maridé - 3 enfants 22 et 15 ans**

Qualités professionnelles : **bonnes**

Services militaires : **du 1.7.18 au 2.9.18 engagé volontaire**
(grade, campagnes, citations, **Croix de Guerre**
blessures) *nous n'en connaissons pas.*

Affiliation politique (s'il y a lieu) :

Date de l'arrestation : **9 Juin 1944 vers 15 heures**

Motif de l'arrestation : **Re-12 inconnu**

Condamnation :

Date, tribunal, motif :

Éléments de toute nature susceptibles
de justifier un recours en
grâce :

Lieu d'internement :

Nom du défenseur : **13 JUIN 1944**

D. 18-73

*SCP Mr Dubouin
& Lécuyer*

7

téléph de la Parmanthier

16 h

12/6/44

M. Le Thuant Louis

hiéman fait

by. le Thuant était
deja les la liste

Le Hardy Petrus En hétéris

14/6 J
composé le 9 juin 1944 vers 16 h au
bureau de conspiter allemand (m. Fouque)
et emmené au hôpital par la police
allemande.

(avant d'être emmené dans le
même camionnette que M. le Président
Fournier)

la Parmanthier désireant pour la
deuxième moitié soient également
faits d'urgence en vue de sa libération

reçu

M. le Directeur

M. Parmanthier a manifesté le désir
que on aye ce papier pour la Conférence
Il vous le fait porter.

12-6-44

Chenon

M. Verdant

3

S. N. C. F.

La Chapelle, le 28 JUIN 1944

Région du Nord

Matériel et Traction

Subdiv. du Personnel

S. N. C. F.
Région du Nord

29 JUIN 1944

A.3 N°

9640

Services Adm. et Traction
18, Rue de la Chapelle
Tél. : TRU 59-18

Monsieur le Chef des Services
Administratifs
à PARIS

LE THUAUT Louis, contremaître de 2ème
classe au Landy (V.W.) - Incarcération
par les Autorités allemandes

Suite à ma transmission du 12 Juin
1944 de la fiche chamois et des notices
de renseignements.

L'intéressé, arrêté le 9 Juin 1944
par les Autorités allemandes, a été
libéré le 17 courant. Il a repris son
service le 19.

Ses explications écrites vous par-
viendront ultérieurement.

L'Ingénieur Principal

Chef de la Subdivision du Personnel

29 juin
un maître

S.N.C.F.

le

30 JUIN 1944

Région du Nord 30 JUIN 1944

LE DIRECTEUR

SERVICES ADMINISTRATIFS DE LA PÉNITENCIER
RUE DE DUNKERQUE, PARIS-X
Tél. TRU. 98-40

DR/N 2/41

D. N° 1873

Monsieur le Directeur
du Service central P.

Libération d'agent
incarcéré par les
Allemands.

Suite à la fiche de renseignements

concernant

M. Le Thuant Louis
Contremaître de Recl. au Camp (VW)
que je vous ai adressée le 13 Juin 1944

Cet agent, incarcéré par les "autori-

tés d'occupation depuis le 9 Juin 1944

a été libéré le 17 Juin 1944

et a repris son service le 19 Juin 1944

P. LE DIRECTEUR,

Signé: OUDOT

REGION NORDSERVICE MT

DEMANDE D'EXPLICATIONS ÉCRITES

7 P 1

O/W 43010. - Delmas - 9.42. - 50349

Nom, prénom, M. LE THUAUT LouisN° Caisse de Ret. II8I82Grade, Établissement, Arrond^t CM2 - PENLDY - ML IAbsence irrégulière .

Vous avez été absent de votre service
du 9-6-44 (4h50) au 17-6-44.

Veillez nous faire connaître le motif
de votre absence .

EXPOSE SUCCINCT DE LA DEMANDE

1944
Le Landy-PE, le 5 Juillet 1944

Date et signature du Chef d'Établissement

RÉPONSE DE L'AGENT

Étant de service de Matines le vendredi 9 juin ciouls
de 7^h à 17^h25, j'ai été convoqué au cours de mon travail
vers 16^h10 au Bureau allemand de l'arrondissement
du Landy, pour vérification de ma Carte d'Identité -
Arrivé immédiatement en tenue de travail et conduit à
Paris, rue des Saussaies, après nouvelle vérification de mes
papiers d'Identité, j'ai été dirigé en car sur Compiègne
et interné le soir même vers 21^h15 au frontstalag
122, camp B; et transféré le mardi 13 juin au camp A.
J'ai été libéré le samedi 17 juin vers 16 heures de
ce même Camp.

Je n'ai été ni fouillé, ni interrogé.

Créant en toute conscience n'avoir absolument rien
à me reprocher, je ne m'explique nullement le
motif de mon incarcération.

Date et signature de l'agent

Le Landy P.E. le 5 juillet 1944 - 3

ÉTABLISSEMENT

Aucune faute, ni professionnelle ni dans la conduite, ne pouvant être reprochée au Conducteur de Chaudière dans le cadre de son service, il ne m'est pas possible de formuler une appréciation sur la responsabilité dans ce cas d'absence irrégulière.

Manière habituelle de servir : bonne.

18 JUIL 1944

Paul

LE CHEF D'ENTRETIEN

CIRCONS. DU MOUVEMENT OU SECTION DE LA VOIE

Bon agent

aucune responsabilité de sa part

5

SERVICE GÉRANT

6

DATE-VISA

ÉTABLISSEMENT

CIRCONS. du MOUVEMENT ou SECT. de la VOIE

SERVICE GÉRANT

Paul
19.7.44

A/M
S. N. C. F. PARIS, le 29 JUL 1944

Région du NORD
Matériel et Traction
Subdiv^{on} du Person

S. N. C. F.
Région Nord
31 JUIN 1944
Services des Trains de Direction
18, Rue de Valenciennes, Paris-X
Tél. TRU. 99-40

le Chef des Services
Administratifs
à PARIS

A.3 N° 9912

1
PIÈCES
JOINTES

LE THUAUT Louis, contremaître de 2ème
classe au LANDY (V.W.) - Incarcéré par
les autorités allemandes du 9 au
17 Juin 1944 -

Suite à ma lettre A.3 9640 du
28 Juin dernier relative à la remise
en liberté de l'intéressé.

Je vous adresse, ci-jointes, ses
explications écrites à toutes fins
utiles.

31 f
in mart
- e

L'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du Personnel

D.1873

D.R.²

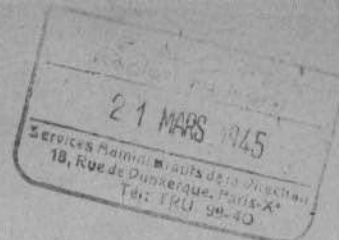
Setilleul, Aimé.

S.N.C.F.

Région du NORD

Exploitation

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les autorités d'occupation



NOM: : LEFILLEUL

Prénoms: : Aimé; Roger

Grade à la S.N.C.F.: : Aiguilleur de 2ème classe

Résidence de service: : LA CHAPELLE-INTERIEURE

Date d'entrée à la S.N.C.F.: : 19 Septembre 1927

Date et lieu de naissance: : 28 Septembre 1905 à PARIS - Xe Arrond^t

Domicile civil: : 20, Avenue de la République à PIERREFITTE
(Seine)

Situation de famille: : Marié, 4 enfants: 14, 10, 4 ans, 5 mois

Qualités professionnelles: : Bonnes

Services militaires: : (8^e Régiment artillerie lourde
(grade, campagnes, citations, blessures)) incorporé le 6 Novembre 1925
(libéré le 10 Mai 1927 (soldat de 2^e classe)

Affiliation politique (s'il y a lieu) {
.....

Date de l'arrestation: fusillé par les allemands à PIERREFITTE
le 26 Août 1944

Motifs de l'arrestation:

Condamnation:

Date, tribunal, motif:

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce:

Lieu d'internement:

Nom du défenseur:

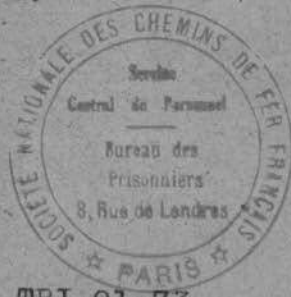
D. 1873

21 MARS 1945

*J.C.P. au Directeur
de l'Arrière*

Signé: OUDOT

B.



TRI.91-73



Paris, le 27 Février 1945.

Monsieur le Directeur

de la Région du NORD .

P.C. 44.174

J'ai l'honneur de vous prier de
vouloir bien me faire parvenir la fiche
de renseignements d'usage concernant
M. LETILLEUL Aimé, Aiguilleur de 2^e classe
à LA CHAPELLE Intérieure, fusillé par les
Allemands le 26 Août 1944 à PIERREFITTE.

Le Chef de Bureau,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Jit'.

*Exa reclamer
des motifs au 14^e Août*

7

M. le Directeur,

M^{me} Le Tilloul a 4 enfants à charge:
14, 11 (qui va faire la Communion ce mois-
ci), 5 et 1 an.

L'allocation de la Caisse de prévoyance
(6.400⁺) a été versée en Septembre 1945
après le décès de notre agent.

L'allocation militaire s'élève à 37.750⁺
par an.

Le secours de 2.000⁺ proposé ci-contre
par l'EX. pourrait être accordé.

15 5 15
12/5

2000

18 MAI 1945

SR 2

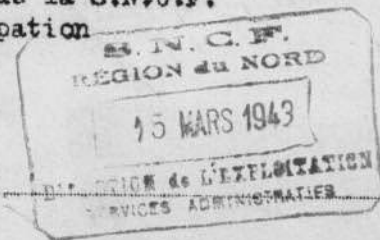
D. 1873.

Lecombe, Theophile

S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les Autorités d'occupation



NOM : : **LETOMBE**

Prénoms : **Théophile**

Grade à la S.N.C.F. : **Homme d'équipe**

Résidence de service : **Lens**

Date d'entrée à la S.N.C.F. : **Décembre 1936**

Date et lieu de naissance : **25 Janvier 1909 à Thélus (P.de C.)**

Domicile civil : **Rue Faïdherbe à Vimy (P. de C.)**

Situation de famille : **marié 1 enfant de 5 ans**

Qualités professionnelles : **Normales**

Services militaires (mobilisé le 2/10/39 - démobilisé le 19/9/40 - (en congé de captivité))

(grade, campagnes, citations, blessures) (

Affiliation politique (s'il y a lieu) (

Date de l'arrestation : **6 Mars 1943 au cours de sa période de travail.**

Motifs de l'arrestation { **Paroles déplacées envers le Führer**

Condamnation :

Date, tribunal, motif (

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce (

Lieu d'internement : **Béthune**

Nom du défenseur :

61873

SCP au Directeur
de l'Intérieur

15 MAR 1943

Signé : CAMBURNAC

Copie pour Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction
Les fiches de renseignements d'usage lui
ont été adressées précédemment.



Le Chef de la Subdivision du Personnel

Cheney

20 MARS 1943

EX.N.g.P. 44/1
D 52.671

P 5/1 du 8 Mars 1943

Incarcération par les
Autorités allemandes

Monsieur le Chef de l'Arrondissement
de l'Exploitation de DOUAI

22/3
inwarty

Suite à votre lettre rappelée ci-dessus con-
cernant l'homme d'équipe LETOMBE Théophile, de
LENS, qui a été mis en état d'arrestation par
les autorités d'occupation le 6 Mars 1943, à
12 h 30 (date à laquelle il devait effectuer une
période de travail de 8 h 00 à 17 h 45 avec cou-
pure de 12 h 30 à 14 h) sous l'inculpation de
propos anti-allemands.

Les appointements de LETOMBE seront suppri-
més à compter du 6 Mars 1943 à 12 h 30, mais à
partir de cette date et pendant toute la durée
de son éloignement du chemin de fer, cet agent
recevra, en application des nouvelles dispositions
décidées par le Service Central du Personnel,
une allocation égale aux $\frac{3}{4}$ de sa rémunération
augmentée, s'il y a lieu, des allocations fami-
liales. J'interviens à cet effet auprès de M. le
Chef de la Subdivision de la Comptabilité M.T.

Sur cette allocation qui sera payée à la
femme de l'intéressé devront être opérées les
retenues pour Caisse des Retraites et Caisse de
Prévoyance, lesquelles retenues seront versées
à ces caisses. L'allocation subira également les
retenues fiscales et sera déclarée au fisc.

Copie pour Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction
des Tranches de renseignements d'usage lui

Pendant son absence, l'agent continuera à
avancer en échelon. Après son retour, sa situation
au point de vue de l'avancement en grade sera
examinée dans les conditions où on le ferait pour
un agent rentrant de captivité.

La prime de fin d'année ne sera pas réduite
en raison de l'absence, mais elle sera mise en
réserve et non payée aux ayants droit si l'agent
n'est pas libéré au moment du paiement des primes
de fin d'année.

Le congé annuel de l'année où LETOMBE re-
prendra son service ne sera pas réduit.

Enfin, je vous précise que pendant l'absence
de notre agent, sa famille conservera le droit
aux facilités de circulation, aux fournitures
d'économat et à l'approvisionnement en combusti-
ble.

Je vous prie de veiller à l'exécution de
ces prescriptions.

Signé : CHEVRIER

COPIE pour Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction.



Le Chef de la Subdivision de Personnel

[Signature]

28 SEP 1943

EX.N.g.p. 4 A/1
D. 52.671

Arrestation par les
Autorités allemandes.

Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité M.T.

L'Homme d'Equipe LEROMBE, Théophile,
de LENS qui était absent de son service depuis
le 6 Mars 1943 à 12 h.30 du fait de son
arrestation par les Autorités allemandes a été
remis en fonctions le 17 Septembre 1943, après
libération.

Prière de lui rétablir ses appointe-
ments à compter du 17 Septembre 1943.

29 9

[Signature]

Signé: LERAT

S.N.C.F.
Région du Nord

Le DIRECTEUR

Dir/N.2/41

D. N° 1873

Libération d'agent
incarcéré par
les Allemands

--

le 30 SEP 1943

30 SEPT 1943

Services Administratifs
15, Rue de Dunkerque
Tél: TRU. 9540

Monsieur le Directeur
du Service Central P.

Suite à la fiche de renseignements

concernant

L'homme d'équipe Victor
Théophile de Veno

que je vous ai adressée le 15 Mars 1943

Cet agent, incarcéré par les Autori-

tés d'occupation depuis le 6 Mars 1943.

a été libéré le 16 Septembre 1943.

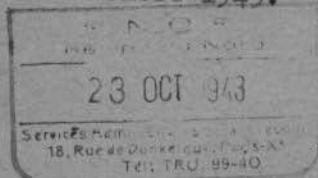
et a repris son service le 17 Septembre 1943.

LE DIRECTEUR,

Signé: OUDOT

18 COPIE pour Monsieur le Chef des Services Administratifs
de la Direction,

Comme suite à ma note même référence du 28 Sep-
tembre 1943.



Le Chef de la Subdivision du Personnel

22 OCT 1943

EX.N.g.p.4 A/1
D.52.671

P. 5/1 du 18.9.1943 .

Incarcération par les
Autorités allemandes.

Monsieur le Chef de l'Arrondissement
de l'Exploitation de TOUAI

Suite à votre lettre rappelée ci-dessus con-
cernant l'Homme d'équipe LUTOMEE, Théophile, de
LENS, qui a été condamné à 6 mois de prison et incar-
céré par les Autorités d'occupation du 6 Mars 1943 au
16 Septembre 1943 inclus pour avoir prononcé des pro-
pos anti-allemands.

Cet agent s'étant mis par sa faute dans l'im-
possibilité d'assurer son service pendant une longue
période, je vous prie de lui infliger pour ce motif
un BLÂme avec inscription au dossier et de me tenir
au courant du nécessaire fait.

23.X
unant

Signé: CHEVRIER

COPIE pour :

- M. le Chef de l'Arrondissement de l'Exploitation de Douai
- Suite à P.5/1 du 28/10/1944 - Le blâme avec inscription au dossier infligé à LETOMBE le 26/10/43, est annulé par la lettre D.41.420/7 du 26 Octobre 1944 de M. le Directeur Général
- MM. LECOUR - COLLET - CANNE
- M. le Chef des Services Administratifs de la Direction.

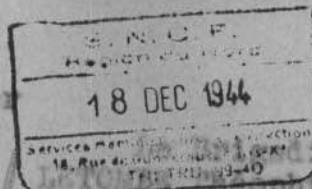
/ Le Chef de la Subdivision du Personnel

Monsieur le Chef de la Subdivision de la Comptabilité M.T.

EX.H.sp.4 4/1

B. 52.671

Arrestation par les autorités allemandes



Le gendarme Reconnaisseur
 LETOMBE, Joseph, de Lens, a été
 absent de son service du 6 Mars
 1943 au 16 Septembre 1943 inclus
 par suite de son arrestation par
 les autorités allemandes.

Etant donné le motif, nous devons, conformément aux dispositions de la lettre P.1259 de M. le Directeur du S.C.P., traiter l'intéressé à solde entière durant son absence.

LETOMBE ayant reçu pendant la période précitée, une allocation égale aux 3/4 de ses appointements, je vous serais obligé de vouloir bien lui faire verser rapidement le complément.

Signé: DELANNOY

Oct. 1873

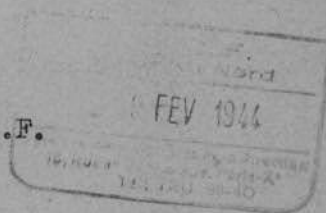
OKe

Teva, Andie.

S.N.C.F.

Région d

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les Autorités d'occupation



NOM : L E V A
Prénoms : André
Grade à la S.N.C.F. : Cantonnier S.E.
Résidence de service : LILLE
Date d'entrée à la S.N.C.F. : 1er Août 1941
Date et lieu de naissance : 3 Octobre 1910, Roubaix (Nord)
Domicile civil : Armentières (Nord) 4 Rue Neuve
Situation de famille : Marié, 2 enfants - 10 ans 11 mois, 3 ans 5 mois
Qualités professionnelles : Très bonnes
Services militaires { classe 1930 - soldat 2^e cl., 2^e R.A.D. du 16.10.32
(grade, campagnes, citations, au 16.10.1932; mobilisé le 26.8.1939, démobilisé
blessures) { le 18.8.1940
Affiliation politique (s'il y a lieu) { Nient à notre connaissance
Date de l'arrestation : 14 février 1944 à 6 h 20 à son domicile
Motifs de l'arrestation { Inconnus. Les démarches sont faites auprès de la
{ Kommandantur locale pour connaître le motif de
l'arrestation.
Condamnation :
Date, tribunal, motif {
Eléments de toute nature susceptibles {
de justifier un recours en {
grâce. {
Lieu d'internement : Inconnu
Nom du défenseur :

D. 1873

19 FEV 1944

Le Directeur

Signé : CAMBURNAG

Copie à M. ADINE, qui devra également prendre note que :

- la prime de fin d'année ne sera pas réduite en raison de l'absence étant entendu, toutefois, que si l'agent n'était pas libéré au moment du paiement de cette prime, celle-ci serait mise en réserve, et non payée aux ayant-droits.
- le congé annuel de l'année où l'agent reprendra son service ne sera pas réduit.
- la famille conservera le droit aux facilités de circulation, aux fournitures de l'Economat et à l'approvisionnement en combustible.

Enfin, pendant son absence, l'agent continuera à avancer en échelon.
(à retourner, pour ordre, sous pli confidentiel).

COPIE à Monsieur le Chef des Services Administratifs,
pour le tenir au courant.

- 6 MARS 1944 Le Chef de la Subdivision du Secrétariat
et du Personnel du Service de la Vote



Paris, le - 6 MARS 1944

CONFIDENTIEL
=====

Monsieur ROUSSEL,

Je vous informe qu'il a été décidé d'attribuer à M. LEVA Andre cantonnier SE à LILLE, arrêté par les Autorités allemandes, le 14 Février 1944, une allocation mensuelle, correspondant à la 1/2 rémunération, augmentée des allocations familiales, et ce, depuis la date de mise en état d'arrestation de l'intéressé.

L'imputation est à faire au Chapitre Ier, article 18, paragraphe 3.

Par ailleurs, les dispositions complémentaires ci-après sont à prendre à l'égard de l'intéressé :

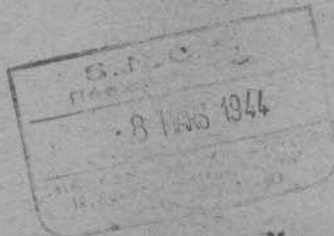
- les retenues pour la Caisse de prévoyance et la Caisse des Retraites devront être opérées, lesquelles seront versées à ces Caisses.

En outre, l'allocation versée subira les retenues fiscales et sera déclarée au fisc.

A retourner pour ordre, sous pli confidentiel, après nécessaire fait.

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat
et du Personnel du Service de la Vote

Ligne "Paradis"



- 8 MAR 1944

F

DR/N. 2/41
D. 1373
Agent arrêté par
les Allemands.

Monsieur le Directeur du Service
Central P.
(Service des Prisonniers).

Suite à ma transmission du 19 Février 1944
concernant le cantonnier S.E. LEVA, André de
LILLE.

L'intéressé aurait été arrêté pour terroris-
me mais nous n'avons pu connaître le lieu de sa
détention. Mme LEVA s'est rapprochée de
Me QUEMBRE, 9 Rue de Paris à LILLE en vue d'as-
surer la défense de son mari.

/ Le Directeur,
Signé : GUDOT

E.B.D. LILLE
3.P.5.
S.t.L. III 54/44

RL.

LILLE, le 30 Mars 1944

A la liaison Permanente S.N.C.F. auprès de l'E.B.D. Lille

OBJET - Arrestation de l'agent André LEVA de LILLE
Votre lettre P.I. du 1/3/44

L'enquête est en cours. Pour le moment, nous ne pouvons donner aucun renseignement précis à ce sujet.

signé: D^r FENWARTH

Liaison permanente auprès de l'E.B.D.
P.1

Lille, le 3 Avril 1944

Monsieur le Chef d'Arrondissement
de la Voie et des Bâtiments à Lille,

Suite à votre lettre Va4 M.I. du 28 Révriar, relative à l'arrestation par les autorités allemandes du cantonnier LEVA André de Lille.

Par lettre 3.P.5. du 30 écoulé ci-jointe, l'E.B.D. de Lille nous fait connaître que l'enquête est en cours et qu'il ne peut être donné aucun renseignement quant à présent.

Le Représentant de la S.N.C.F. auprès de l'E.B.D.

LATOUCHE

V.B.N. va 4.M.
LEVA André
Cantonnier S.E.
arrêté par les A.A.

Lille, le 13/4/44

COPIE à Monsieur PARADIS,
Chef de la Subdivision du Secrétariat et du personnel, Paris,
pour le tenir au courant.

Le Chef d'Arrondissement,

V.B.N. gp A 2

PARIS, le 20 Avril 1944

COPIE à Monsieur le CHEF des SERVICES ADMINISTRATIFS,
comme suite à précédentes correspondances concernant cet agent.

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat
et du Personnel du Service de la Voie

SOEUR



24-4
L. Fenwarth

315/1944
Transmis à Monsieur le chef des
Services Administratifs

4 MARS 1944
Services Administratifs
18, Rue de Dunkerque
Tél. 19-40

Comme suite aux renseignements qui
lui ont été adressés le 18 février 1944
concernant cet agent.

Pu ailleurs, je vous informe que
M^{me} Léva s'est rapproché de Maître
Queunier, 9 Rue de Paris à Lille, en
vue d'assurer la défense de son mari.

Le chef des Services Administratifs
J. L. L.
unat

VM/N va 4. MI
Leva Hudro
cantonniers JE
Arresté par les AA

x Lille, le 24/2/1944

Monsieur Faradis
Chef de la Subdivision des Secréariats
et du Personnel Faris

Suite à ma communication
du 18/2.

M. Leva Hudro a été arrêté par la
Telsgegendarmarie d'Armentières

Pi une démarche faite auprès de cet
organisme, il résulte que M. Leva a été
arrêté pour "terrorisme", mais nous n'avons
pas connaissance le lieu de sa détention.

Mais M. Leva nous a déclaré ne pas connaître
le motif de l'arrestation ni le lieu de la
détention, mais des renseignements
recueillis dans le voisinage M. Leva
fréquentant un ménage voisin de son
habitation qui est également arrêté pour
"terrorisme".



25 FEV 1944

VB.N. va 4-M¹

LILLE, le 6 mai 1944

LEVA André
cantonnier S.E.

incarcéré par les AA

Monsieur PARADIS
Chef de la Subdivision du
Personnel et du Secrétariat
PARIS

Suite à ma note du 18/2/44, et suivant une
information qui vient de me parvenir, le can-
tonnier LEVA André, aurait quitté la prison de
LOOS, où il était incarcéré, pour la prison de
BRUXELLES.

P/ Le Chef d'arrondissement

.....

VB.N. 50 B/2
SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
Région NORD
Service de la Voie
et des Bâtiments

S. N. C. F.
Région du Nord
22 MAI 1944
Paris, le 20 mai 1944
Secrétariat de la Direction
18, Rue de Valenciennes, Paris-X
Tél. : 1-40-40
Copie à Monsieur le Chef des Services
Administratifs

- pour le tenir au courant.

Le Chef de la Subdivision du Personnel
et du Secrétariat VR.

22.5
un motif

Lille le 9 mai 1944

Liaison permanente
auprès de l'E.B.D.

P.I.

Monsieur le Chef de l'arrondissement de la Voie
à LILLE

1 - Votre lettre Va 4- MI du 28 février concernant le cantonnier SE LEVA André, de Lille, mis en état d'arrestation par les Autorités Allemandes à son domicile (Armentières, le 14/2/1944).

Par lettre 3.P.5 Pos du 5 courant, dont copie jointe, l'E.B.D. Lille nous informe qu'elle ne peut nous donner de renseignements sur cette affaire et que nous ne devons pas compter sur la libération prochaine de cet agent.

Le Représentant de la S.N.C.F.
auprès de l'E.B.D. Lille

Copie à Monsieur le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments à PARIS

L'Ingénieur Principal,
"LATOCHE"

E.B.D. LILLE
3 P 5 Pos
St L III 54/44

Lille le 5 mai 1944

A la liaison S.N.C.F.
Auprès de l'E.B.D. Lille

Objet: Affaire Leva - Votre lettre PI du 1.3.1944

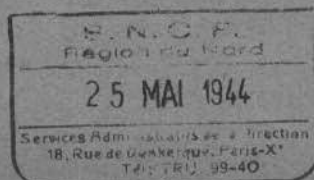
On ne peut compter sur la libération du cantonnier André LEVA. Nous ne sommes malheureusement pas en mesure de vous donner des renseignements concernant cette affaire."

Signé: Dr. FENWARTH Contresigné HELMRI

V.B.N.-gp-B2

Paris le 25 mai 1944

Copie à Monsieur le Chef des Services administratifs, pour le tenir au courant.



Le Chef de la Subdivision
du Personnel et du Secrétariat VB

C O P I E

Exploitation
Liaison permanente auprès
de l'E.B.D.Lille

Lille, le 9 mai 1944

-:-:-

Monsieur le Chef de l'arrondissement
de la Voie à LILLE

Votre lettre Va 4-MI du 28 février concernant le cantonnier S.E.
LEVA André de Lille, mis en état d'arrestation par les Autorités allemandes,
à son domicile à Armentières le 14.2.1944.

Par lettre 3.P.5 Pos du 5 courant, dont copie ci-dessous, l'E.B.D.
Lille nous informe qu'elle ne peut nous donner de renseignements sur cette
affaire et que nous ne devons pas compter sur la libération prochaine de
cet agent.

Le représentant de la S.N.C.F.
auprès de l'E.B.D.Lille
"LATOUCHE"

Lille, le 5 mai 1944

E.B.D.Lille
3 P.5 Pos
StL III 54/44

OBJET : Affaire LEVA - Votre lettre PI du 1.3.1944

A la liaison SNCF
auprès de l'EBD
Lille

On ne peut compter sur la libération du cantonnier André LEVA.
Nous ne sommes malheureusement pas en mesure de vous donner des
renseignements concernant cette affaire.

Signé : Dr FENWARTH
Contresigné : MEIMRI

Lille, le 13 mai 1944

VB.N/Va 4-MI
LEVA André
cantonnier S.E.
incarcéré par les
Aut.allemandes.

Copie à M.PARADIS, Chef de la Subdivision
du Secrétariat et du Personnel à PARIS
pour avis.

Par note du 6.5.1944, je vous ai avisé que j'avais été informé que
cet agent avait quitté la prison de Loos pour Bruxelles.

P. Le Chef d'arrondissement

.....

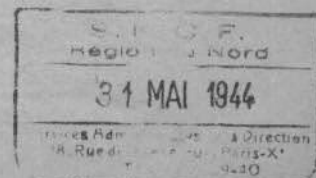
Paris, le 31 mai 1944

VB.N/Ep-B2

Copie à M.le Chef des Sces administratifs
comme suite à précédentes correspondances concernant l'intéressé.

Le Chef de la Subdivision
du Personnel et du Secrétariat V.B.

31 mai 44
L. Marty



DR/N2/41
D 1873

Agent incarcéré
par les Allemands

Monsieur le Directeur du Service
central du Personnel
(Service des prisonniers)

Suite à ma lettre du 8 Mars 1944
concernant le cantonnier S.E. LEVA
André de LILLE.

L'intéressé aurait quitté la prison
de LOOS, où il était incarcéré, pour la
prison de BRUXELLES.

Le Directeur,

Signé: OUDOT

Arpentières, le 2 juin 1944

Monsieur CLER,

Je viens vous annoncer que j'ai eu hier la première lettre de mon mari.

Il est à la citadelle de Huy en Belgique comme interné civil.

Il dit qu'il est bien logé et ne se plaint pas, il espère être prochainement parmi nous et demande des nouvelles de sa famille, de son travail et de ses amis.

Il a droit à une lettre et 1 colis de 5kgs tous les mois.

Je suis très heureux d'avoir eu de ses nouvelles et je profite de vous envoyer le bonjour de sa part.

Veuillez agréer, Monsieur, mes sincères salutations.

Mme LEVA

Lille, le 13 juin 1944

V.B.N. va. 4- M¹

LEVA André
Cantonnier SE
Arrêté par les A.A.

Monsieur PARADIS,

Chef de la Subdivision du Secrétariat
et du Personnel - PARIS.

-1-

Suite à mes communications des 18 et 24 février 1944, par
lettre ci-jointe, la femme de cet agent nous informe que son
mari est interné à la citadelle de Huy près de Liège en Belgique

P/Le Chef d'Arrondissement

.....

V.B.N. GP.B2



Paris, le 26 juin 1944.

R.M.

Copie à Monsieur le Chef des Services
Administratifs

pour le tenir au courant.

Le Chef de la Subdivision
du Personnel et du Secrétariat V.B.
du Service V.B.

PARADIS.

27 juin
u. m. anty

S.N.C.F.

30 JUIN 1944

Région du Nord

DR/N2/41
D 1873



agent incarcéré par
les Allemands.

Monsieur le Directeur
du Service central du Personnel
(Service des Prisonniers)

Suite à ma lettre du 25 mai 1944
concernant le cantonnier S.E. LEVA,
André, de LILLE.

La femme de l'intéressé nous
informe que son mari est interné à
la Citadelle de HUY, près de LIEGE.

Le Directeur,

Signé: OUDOT

*libéré le 12.9.44
a repris son service le 18.9.44
ad. le S.C.F. par badouan
collectif le 19.10.44*

A/

21 NOV 1944

DR. N 2.47 - D. 7873

Retour à M. Paradis.

Qu'il ait été incarcéré par les
Allemands pour "action de résistance"
(notre transmission du 3-3-44) ou pour
"motif inconnu" (A ci-dessus), M. Léva
doit bénéficier des dispositions de la
note 2159 du 8-11-44 du S.C.P. et se être considéré comme étant
resté au service (catégorie 2e).

Signé: OUDOT

D.1873

DR²

Sèveque, Benoit.

(1873-1875 - L'Orléanais (Paris))

A³

AGENTS se TROUVANT dans l'IMPOSSIBILITE d'ASSURER
leur SERVICE du FAIT des AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : LEVEQUE, Benoit, Louis

Grade : Commis de 2ème Classe

Etablissement⁽¹⁾ : Gare de LENS

Né le : 14 - 12 - 1894 Commissionné le : 1er - 1 - 1924

Situation de famille⁽²⁾ : Marié sans enfant

Absent du⁽³⁾ 17-11-1941 au⁽⁴⁾

Motif de l'absence⁽⁵⁾ : Arrêté par les autorités allemandes le
16-11-1941 sous l'inculpation de lacération d'affiches

Rémunération mensuelle de l'agent ⁽⁵⁾ :	Traitement	=	1038
	Part A	=	287
	Part B	=	490
	Total	=	<u>1815.00</u>

907.

Observations du service : L'agent sera considéré comme absent irrégulièrement et traité sans solde pendant son éloignement du Chemin de fer

DR/N2/41 - D 1873

Transmis à M. le Directeur du Service Central P.

Comme suite à sa lettre P. 5329 du 15 mai 1941. Nous procédons à une enquête en vue de l'attribution d'un secours mensuel.

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

180
Signé

JURNAC

Copie pour Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction
de l'Exploitation.

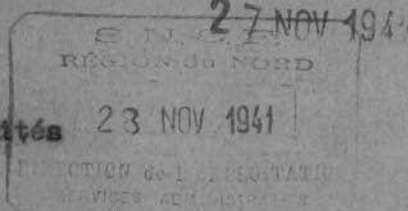
Ci-joint fiche de renseignements demandée par
lettre DR/N.T./2 du 31 Juillet 1941, je lui adresserai
incessamment la fiche destinée au S.C.P.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

Delannoy

EX.N.g.p.4 A/4
D. 52.885

Arrestation par les Autorités
allemandes.



Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité M.T.

Le Commis de 2ème classe LEVEQUE, Benoit de
LENS, a été mis en état d'arrestation par les Auto-
rités allemandes dans la soirée du 16 Novembre 1941.

Prière de lui supprimer sa solde à compter du
17 Novembre 1941.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

Signé: DELANNOY

28 11 41
inmanly

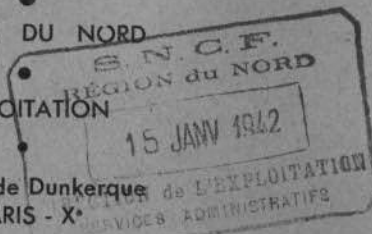
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

EXPLOITATION

18, Rue de Dunkerque
PARIS - X^eTél. : TRUDAINE
99-40, 99-41, 99-42, 99-43
Inter 33Adresse Télégraphique
NAFERNORDEX.N.g.p. 4 A/4
D. 52.885Incarcération par
les Autorités
allemandes

Mod. E 932 3 B - 44 932 - S.C.I.P. - Paris - 8 41 - 20/E 4897

16 Jan 42
L. Marty

Le 15 JANV 1942 19

Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction de
l'Exploitation,Suite à ma lettre même référence du
27 Novembre 1941.

J'apprends que le Commis de 2^e
Classe LEVEQUE, Benoit, de LENS, absent
de son service depuis le 17 Novembre
1941 du fait de son incarcération par
les Autorités allemandes sous l'incul-
pation de lacération d'affiche, a été
pour ce motif condamné à 3 mois de
prison à compter de la date de son arres-
tation.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

DR/N.2

Incarcéré depuis le 17/11/41 (condamné à trois mois de prison par l'A.O. pour lacération d'affiche) LEVEQUE se trouve sans solde.

Mme LEVEQUE a reçu le traitement de son mari du 1er au 17 Novembre et se trouve depuis sans ressources.

A⁵ = 50 o/o Rem = 907f. par mois

L'EX. propose 900f *par mois.*

Je n'ai pas d'objection. à dater du 1^{er} Dec 1941

13. 2. 42

Solours = 900⁺ par
mois à dater du 1-12-41.

12/2/42

Quero

"Embourse"

"

S.N.C.F.

Paris, le 15 Mars 1942

COPIE pour :

Région du NORD

Exploitation

EX.N.G.P. 4 A/1

D. 52.885

Incarcération par
les Autorités
allemandesVR: P.5/3 du 12
Mars 1942- M. le Chef des Services Administratifs
de la Direction- M. le Chef de la Subdivision de la
Comptabilité M.T. (Mle 112.807)

- MM. COLLET - LECOEUR - LEROY - CAREL

11 AVR 1942
SECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS
Monsieur le Chef de l'Arrondissement

de l'Exploitation de DOUAI,

Suite à votre lettre rappelée ci-contre
concernant le Commis de 2ème classe LEVEQUE
Benoît, de LENS, remis en service le 7 Mars 1942
après libération par les autorités allemandes
qui l'avaient incarcéré le 16 Novembre 1941 sous
l'inculpation de laceration d'affiche.

J'interviens auprès du bureau de la solde
pour le rétablissement des appointements de
LEVEQUE à compter du 7 Mars 1942, mais je vous
prie d'aviser l'intéressé que, considéré comme
absent irrégulièrement du 17 Novembre 1941 au
6 Mars 1942 inclus, cette période sera en outre
déduite des services comptant pour la retraite.

Par ailleurs, il ne sera pris aucune me-
sure administrative à l'égard de l'intéressé en
dehors de la retenue de solde qu'il a subie.

Signé : CHEVRIER

11 4
in waiting

S.N.C.F.
Région ~~du~~ Nord

Le 13 AVR 1942

Le Directeur
~~de~~
l'Exploitation

DR/N.2/41
D. N° 873
Libération d'agent
incarcéré par
les Allemands

Monsieur le Directeur du Service
Central P.

Suite à la fiche de renseignements concer-

nant le commis de chl. Tereque,

Bessit, de Lens

que je vous ai adressée le 19 Janvier 1942

Cet agent, incarcéré par les autorités
d'occupation depuis le 17 novembre 1941,
a été libéré le _____ et a repris
son service le 7 mars 1942

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : Cudot

15 JUIN 1945

EX.N.gp.4 A/1
D.52.865

S.N.C.F. Région du Nord
15 JUIN 1945

arrestation par
les allemands

Monsieur le Directeur,

LETTRE-REPONSE

Le commis de 2ème classe, LEVEQUE Benoit, de Lens, a été absent de son service du 17 novembre 1941 au 6 mars 1942 inclus, du fait de son arrestation par les allemands dans les circonstances suivantes :

LEVEQUE qui venait d'assister à un match de foot-ball le 16 novembre 1941 et rentrait à son domicile à bicyclette, se trouva, sous le pont d'Avion, en présence d'un groupe de personnes qu'il voulut éviter. Pour parer à une chute, il posa sa main contre le mur où était placardée une affiche déjà partiellement déchirée, selon lui.

Deux soldats allemands qui passaient à ce moment arrêterent LEVEQUE et le remirent entre les mains de la police allemande qui le condamna à 3 mois de prison pour lacération d'affiche.

A (Je vous propose de restituer à LEVEQUE, qui est un bon agent, la rémunération que, conformément aux errements de l'époque, nous lui avons retenue.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître votre décision.

Le Chef du Service de l'Exploitation,

Cecifury

S.N.C.F.
RÉGION du NORD
DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS

23 JUIN 1945

M. Légarin

DR. N2.47-D7873

*M. le Directeur a approuvé
votre proposition A au recto.*

L'Ingénieur en Chef

P. Berry

*Vu le D 4873
de Jonlommie Pont*

D. 1873

OK 2

Revue, Jules.

Von Hermann

9

S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les Autorités d'occupation

NOM : LEVEUGLE
Prénoms : Jules
Grade à la S.N.C.F. : Surveillant S.E.
Résidence de service : Tourecoing
Date d'entrée à la S.N.C.F. : 23 Février 1914
Date et lieu de naissance : 22 Mars 1890 à Boneq (Nord)
Domicile civil : 35 rue de La Rochefoucauld à Tourecoing (Nord)
Situation de famille : Marié, pas d'enfant.
Qualités professionnelles : Bonnes
Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : 2 ans au 29^e Régiment d'Artillerie
Affiliation politique (s'il y a lieu) : Aucune à notre connaissance
Date de l'arrestation : 6 Juillet 1944 vers 24 h par la Gestapo à son domicile.
Motifs de l'arrestation : Suite à un acte de sabotage commis le 6 Juillet 1944 aux réservoirs hydrauliques de la gare de Roubaix-Wattrelos.
Condamnation : "
Date, tribunal, motif : "
Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce : "
Lieu d'internement : Emmené à Lille pour interrogatoire.
Nom du défenseur :

1873

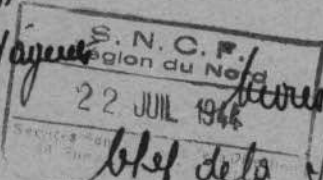
Le Procureur
de la Cour

Signé : LEMAIRE

10 JUIL 1944

xx Lille. le 13 juillet 1944

V.B/N van MI
Arrestation d'agents
par les A.A.



~~Henri~~ Faradis
Chef de la Subdivision du Secrétariat
et du Personnel Paris

Suite à ma communication
du 7/7/44, je vous informe que
MM. Pebeaumont Victor, surveillant par SES.
Leverge Jules, surveillant SES.
de Pourcoing, qui avaient été arrêtés le
6/7 par les A.A. ont été libérés le
7/7 au soir.
Ces 2 agents ont repris leur service
le 8/7/44.

V.B/N 22/7/44

15 JUL 1944

Paris. le 21.7.44

Transmis à Monsieur le chef des Services
Administratifs.

pour le tenir au courant & lui
payer la solde entière à ces agents.

22/7

in marte

et du Personnel du Service de la Voie

S.N.C.F.

24 JUIL 1944

le

24 JUIL 1944

Région du Nord

LE DIRECTEUR

DR/N 2/41

D. N°

Libération d'agent
incarcéré par les
Allemands.

Monsieur le Directeur
du Service central P.

Suite à la fiche de renseignements

concernant

*de Beaumont Victor Louis
d'Als et d'Evengle Jules Louis S.S.
de Tournai*

que je vous ai adressée le *10 Juillet 1944*

Cet agent, incarcéré par les "autori-
tés d'occupation depuis le *6 Juillet 1944*
a été libéré le *7 Juillet 1944*
et a repris son service le *8 Juillet 1944*

LE DIRECTEUR,

Signé: OUDOT

Dec. 1873

(SR^e)

g

Tewers, Noel

S.N.C.F.

Région d

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les Autorités d'occupation

NCM : LEWERS
Prénoms : Noël Marcel
Grade à la S.N.C.F. : auxiliaire
Résidence de service : St-Omer (P. de C.)
Date d'entrée à la S.N.C.F. : 22 février 1944
Date et lieu de naissance : 25-12-1919 à Tilques (P. de C.)
Domicile civil : SALPERWICK (P. de C) au Noir Cornet
Situation de famille : marié - pas d'enfant
Qualités professionnelles : bonnes
Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : néant
Affiliation politique (s'il y a lieu) : aucune à notre connaissance
Date de l'arrestation : 15 mars 1944
Motifs de l'arrestation : inconnus
Condamnation : une démarche est faite auprès de l'E.B.D. de Lille par l'intermédiaire de M. Latouche
Date, tribunal, motif :
Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce : (adresse : Lager Roland. OBERHEIN. bei HEIß-BRONN.
Lieu d'internement :
Nom du défenseur : 24 MAR 1944

Reçu en France le 18 73
14 Mai 1945

SCP - Division
Le Directeur

Signé: OUDOT

S.C.P. avisé par Bordereau collectif
classe D. 3561 Bidelet. le 5.9.45

7 V13 N49f B2

Paris, le 29 Mars 1944



Monsieur le Chef des Services Administratifs

Suite aux fiches de renseignements que je
vous ai adressés le 18 mars 1944, concernant
l'auxiliaire LEWERS Noël de St Omer (Pde C)
qui a été arrêté par les autorités allemandes le
15 mars 1944.

Des renseignements qui ont été donnés au
Chef d'arrondissement V B de Lille par le Bureau de l'État-major
il résulte que l'intéressé aurait été arrêté pour
repletion de contrat avec l'Allemagne.

Or, la famille de M. Lewers a fait
connaître qu'avant son entrée à la région
cet auxiliaire était ouvrier agricole et ne
travaillait pas pour le compte des allemands.

all
confirmations

2013/
invalable

Le Chef de la Sub-Division de l'Administration
et de l'Enseignement de la Région

1

1873

Sk

d

Cherbier, Arthur

von der Infanterie (Robert Lohr)

S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les autorités d'occupation

NOM: **LECHELIER**
Prénoms **Arthur Alphonse**
Grade à la S.N.C.F. **Chauffeur de route**
Résidence de service **Arras (Traction)**
Date d'entrée à la S.N.C.F. **10.2.1938**
Date et lieu de naissance **11.7.1906 à Arras**
Domicile civil **Arras Cité de Bacquoy, 16, Rue Denis Papin**
Situation de famille **marié, un enfant 13 ans**
Qualités professionnelles **normales**
Services militaires **Equipages de la Flotte (2.11.1936)**
(grade, campagnes, citations, **10.5.1938**
blessures)
Affiliation politique (s'il y a lieu) **Nous n'en connaissons pas**
Date de l'arrestation **10.11.1943 (entre 1h et 2h du matin)**
Motif de l'arrestation **inconnu**
démarche vers être faite à l'U.A. pour libération
Condamnation
Date, tribunal, motif
Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce
Lieu d'internement **Prison de Valenciennes**
Nom du défenseur **- 2 DEC 1943**

Libéré le 24.1.1945

Reprise de service 14.5.1945


SCP par bordereau collectif le 11.6.14
Charié

SCP M. L. L. L.
Le Directeur

Signé: CHADOURNACH

S. N. C. F.

Région du Nord

Service : 

2^e liste des agents qui reprennent leur service après avoir été libérés des prisons ou camps (Fresnes, Romainville, Compiègne, Drancy, etc) ou ils avaient été incarcérés par les autorités d'occupation

Noms et Prénoms	Grade	Etablissement d'attaché	Lieu d'internement	Dates	
				de libération	de reprise de service
LHERBIER Arthur v	CFRU	ARRAS Ton	RAVENSBRUCK	24.1.45	14.5.45
FAUQUEMBERGHE Achille x	d°	d°	d°	d°	17.5.45
LESOT Edouard 2452x	Ouvrier	d°	BUCHENWALD	18.1.45	17.5.45
LONGUEMART Albert x	MV	d°	d°	18.1.45	20.5.45
TEMPEZ Marcel x	MV	d°	GROSSROOSEN	24.1.45	23.5.45

11 JUIN 1945

Service Central du Personnel 1^{re} Division,

D.R. 42.41

D. 1873/2426

LE DIRECTEUR

Signé : HÉBERT

D. 1873.

Dr

Lichtenauer, Frédéric.

23/2/43

Région d

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les autorités d'occupation

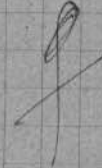
NOM:	LICHTHAUER
Prénoms	Friedric
Grade de la S.N.C.F.	chauffeur de route
Résidence de service	Bobigny
Date d'entrée à la S.N.C.F.	2 Octobre 1928
Date et lieu de naissance	19 Avril 1902 à Strasbourg
Domicile civil	41, rue Ordener Paris 18e
Situation de famille	marie - un enfant : 7 ans
Qualités professionnelles	normales
Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures)	appelé le 1er mai 1923 libéré le 19 Novembre 1923 - 21 ^e R.I.
Affiliation politique (s'il y a lieu)	Nous n'en connaissons pas
Date de l'arrestation	6 Février 1943
Motif de l'arrestation	Tentative de vol d'une valise appartenant à un militaire allemand sur le quai de la gare de Reuilly au mois d'Octobre 1942
Condamnation	9 mois de prison
Date, tribunal, motif	Tribunal militaire allemand - pas de précision
Eléments de toute nature suscepti- bles de justifier un recours en grâce	L'intéressé déclare ^{7^{me} fois} avoir ramené cette valise sur le quai et s'apprêtait à l'apporter au Chef de gare lorsqu'il a été appréhendé.
Lieu d'internement	TRAYE
Nom du défenseur	24 FEV 1943

24 FEB 1943
SCP Mr. Swinton
Le Directeur
Signé: CAMBOURNAC

Le MECMV Sichtenauer a été incarcéré par
les A.O. ^{tentative de} ~~par~~ vol d'une valise appartenant à
un soldat allemand.

L'intéressé s'étant mis par sa faute sans
l'impossibilité d'assurer son service, a, conformément
aux instructions données à l'époque - lesquelles
n'ont pas été modifiées - été considéré comme
absent irrégulièrement et par suite traité sans
solde, la période d'interruption ne pouvant
être validée pour la retraite.

L'ouv.



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD — SERVICE DU MATÉRIEL ET TRACTION — 78, RUE DES POISSONNIERS PARIS XVIII^e

Téléph. : MONTmartre 88-10

R. C. Seine 276.448 B

24 AVR 1953

V/réf. :

DIRECTION RÉGIONALE

Objet

N/réf. : GP pa 3 N° 869
P 17 Z

Paris, le

23 AVR 1953

LETTRE-REPONSEMonsieur l'Ingénieur en Chef
Attaché à la Direction -

- LICHTENAUER Frédéric MECMV La Plaine Dépôt -
Versements rétroactifs à la Caisse des Retraites pendant période
d'incarcération par les Autorités allemandes -

L'intéressé a été incarcéré à la prison de TROYES du 5.2.43 au 7.11.43 pour avoir, en octobre 1942 - sur le quai de la gare de RENNES - tenté de s'approprier une valise appartenant à un soldat de l'armée d'occupation.

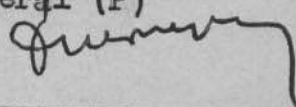
M. le Chef du Service a été d'accord, à l'époque, pour ne prendre aucune sanction administrative à l'encontre de cet agent qui a été considéré en "absence irrégulière" pendant la durée de son incarcération.

Etant donné qu'il n'a reçu aucune rémunération pendant cette période et que, de ce fait, aucun versement n'a été fait à la Caisse des Retraites, il sollicite, par lettre ci-jointe du 1er avril 1953, l'autorisation d'en effectuer les versements.

En raison du motif de l'interruption de service de cet agent qui, par sa faute, a dû cesser son travail à la S.N.C.F. pendant une durée de 9 mois, je ne pense pas que satisfaction puisse être donnée à sa demande. Si tel est bien votre avis, je vous serais obligé de bien vouloir me donner votre accord.

Ci-joint, en communication, un dossier.

L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division du Service
Général (P)



M. Legal
25 av
m Dupuis
rep. mag.

REPONSE :

Réponse :

30 AVR 1953

DR N P 15 n° 1873

Monsieur le Chef de la Division
du Service général M.T.,

1. donnie
Je vous confirme qu'il n'est pas possible de donner
satisfaction à la demande de l'intéressé.

L'Ingénieur en Chef,
attaché à la Direction,

Signé : MEES MAECKER

D. 1873

OK

Viebaute, Jean.

AM

LILLE, le 23 novembre 1944

ayant cessé son service
par crainte d'arrestation

M. LIEBAULT Jean

Monsieur PARABIE

Chef de la subdivision du Personnel

à PARIS

Suite à votre note g. 12 du 28.11.44 à M. le Directeur.

Par lettre dont copie ci-jointe, Mme LIEBAULT Jean nous informe que son mari, surveillant S.S. à VALENCIENNES, a été arrêté ainsi qu'elle-même, le 13 juillet 1944 par la Gestapo, dans une rue de METZ. Ils ont été transférés, tous deux, à la prison centrale de Locs.

À l'arrivée des troupes alliées, le 1er septembre 1944, Mme LIEBAULT a été libérée; par contre, son mari avait été emmené, prisonnier, dans le convoi dirigé sur l'Allemagne.

M. LIEBAULT avait demandé et obtenu un congé sans solde du 29 novembre 1943 au 27 décembre 1943, et depuis cette date, du fait qu'à cette époque il était déjà touché par la Gestapo, nous étions sans nouvelles de lui. Les renseignements complémentaires recueillis auprès de Mme LIEBAULT, notre sœur, habitée les environs de PARIS pendant deux mois, et a repris ensuite son activité au "Bar Office" dans la région de METZ jusqu'au jour de son arrestation.

Mme LIEBAULT est mère de deux enfants et en attend un troisième. Elle vient de se voir accorder un secours de 5,000 frs par M. le Directeur, mais se trouve encore dans une situation bien difficile.

Il serait désirable que les dispositions prévues à l'égard des familles des agents incorporés par les autorités allemandes lui soient appliquées au plus tôt pour atténuer la gêne dans laquelle elle se trouve.

Par même courrier, j'envoie les fiches d'usage signalant l'arrestation de M. LIEBAULT par les autorités allemandes.

1271
312

LILLE, le 21 octobre 1944

Monsieur l'Ingénieur,

Mon mari Jean LIMBAULT, surveillant des Services Electriques à VALENCIENNES, a dû quitter son service le 24 novembre 1943 recherché par la Gestapo allemande comme étant le chef d'un groupe de résistance. Depuis lors il a été arrêté par la police allemande le 13 juillet 1944 pour les mêmes faits. Je fus arrêtée également à la même date et tous nos papiers, cartes d'identité et carnet de permis nous ont été confisqués. J'ai été relâchée le 1er septembre mais mon mari a été déporté en Allemagne à la même date et depuis je suis sans nouvelles et sans nouvelles avec mes deux enfants et dans l'attente d'un jour.

Les gratifications de l'année 1943 de mon mari ne m'ont pas été versées et depuis décembre je n'ai reçu aucun salaire. Je vous serais donc obligée, Monsieur l'Ingénieur, d'examiner ma situation avec bienveillance et de me faire obtenir si possible une partie du traitement de mon mari ainsi que l'allocation famille.

Dans l'attente d'une réponse favorable, agréer, Monsieur l'Ingénieur, mes respectueuses salutations.

LES LIMBAULT

Mme Jean LIMBAULT

19, rue Jean Jaurès

à LILLE

(Signé)

A T T E S T A T I O N

Le Lieutenant Colonel Pierre SEAILLES, Chef de l'O.F.A.C.M., certifie que M. LIEBAULT Jean faisait partie de son organisation pendant l'occupation ennemie, en qualité de Chef départemental du Pas-de-Calais avec le grade de Commandant. Il est proposé pour une citation à l'ordre de la Nation. Il était placé sous les ordres directs du Lieutenant Colonel Pierre SEAILLES.

P/ Le Lieutenant Colonel SEAILLES

" Le Capitaine GOUWY "

Chaf da canton

26 3 30

copie à M. Leroy

17.10.30

ty

16
Copie à M. Chuller

3
COMITÉ NATIONAL
DE SOLIDARITÉ
DES CHEMINOTS

AK/

Douai, le 4 Décembre 1944

en faveur
des Victimes de la Guerre

Siège Social :
3, Impasse d'Amsterdam, 3
Paris (8^e)

Comité d'Arrondissement
de Douai

Monsieur OUDOT

PRESIDENT DU COMITE REGIONAL

du C.N.S.C.

a PARIS.

*M. Oudot
à m. avec m. Vincent, à Paris
C. n. t. p. On renvoie au
C.N.S.C. ? 6/12/44*

A l'expiration d'un congé sans
solde le 27 Décembre 1943, Monsieur
LIEBAULT Jean, Surveillant du Service
Electrique à VALENCIENNES, n'a pas
repris son service parce qu'il était
recherché par la Gestapo.

Il a été arrêté le 13 Juillet
1944 et emmené en Allemagne. Sa femme
arrêtée en même temps que lui a été
libérée le 1^{er} Septembre et n'a reçu
aucun salaire depuis Décembre 1943.

- 6 DEC 1944

DR. N2 47-D4 226

M. Paradis

Elle demande l'aide du C.N.S.C.

Voudriez-vous
m'indiquer le
montant de
l'allocation

Je vous serais obligé de vouloir
bien me faire savoir sous quelle forme
on peut lui venir en aide.

mensuelle que vous devez
verser maintenant à M. Liebault
pour application des
notes 2-1259 du 8-11-43 et
P-1271 du 13-11-44 des S.C.P. ?

L'ingénieur en Chef

Le PRESIDENT DU COMITE
d'ARRONDISSEMENT :

Beille

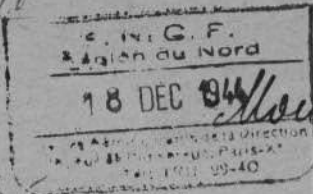
Clus

DEC 1944

B2 X

VB N 9132

Paris. le 14.12.1944



Monsieur le chef des Services
Administratifs

4

Suite à votre note me sendo
concernant Mme Liébaux-Jean
femme d'un surveillant SE à
Valenciennes.

Je vous informe que des instructions
ont été données pour le paiement
des trois quarts de la rémunération à
l'intérieur et ce à compter du
28/12/1943.

Le montant actuel de cette
allocation mensuelle s'élève à
2914 francs.

Par ailleurs, je vous adresse ci-joint
une copie d'une lettre du 23
novembre 1944 de M. le chef de
cette Arrondissement VB. donnant
des renseignements complémentaires
concernant cette famille.

18-12-44
M. le chef de
cette Arrondissement VB.
M. le chef de
cette Arrondissement VB.

[Signature]

12 OCT 1946

DR/N2/41

D. 1873.

TRANSMIS A

Monsieur le Directeur
du Service Central du Personnel
(Section des Prisonniers et Déportés)

Comme suite à sa lettre PM 3816
du 15 mai 1946.

P. le Directeur,

Signé: CUDOT

- 8 JAN 1945

Copie conforme

DR/N2/47

Monsieur le Président
du Comité d'Arrondissement de
Solidarité de DOUAI.

Par votre lettre du 4 Décembre 1944
vous avez appelé mon attention sur la
situation de Mme LIEBAULT, Jean, femme
de notre Surveillant des S.E.S. à
VALENCIENNES, qui a été arrêté par les
Allemands le 13 Juillet 1944.

Je vous informe que toutes instruc-
tions utiles ont été données à la
Subdivision de la Comptabilité V.B. pour
que Mme LIEBAULT reçoive, à compter du
13 Juillet 1944, une allocation men-
suelle correspondant aux 3/4 de la
rémunération de son mari.

Le montant actuel de cette alloca-
tion s'élève à 2.914 f par mois. Le
C.N.S.C. n'a donc pas à intervenir.

L'Ingénieur en Chef,
Président du Comité régional Nord
de Solidarité,

Signé : Oudet

VB NV 7 P
Avis officiel de décès
des agents prisonniers
de guerre, déportés
ou travailleurs non
rentrés

Note Pm 3876

3p.

Monsieur Paradis
Chef de la subdivision du
Personnel à Paris.

5 OCT. 1946

Conformément à votre note
VB NV/gp. A 2 du 19 juin 1946
relative à la procédure à suivre
pour obtenir l'établissement des avis
officiels de décès des agents S.N.C.F.,
prisonniers de guerre, déportés ou
travailleurs non rentrés,

Je vous adresse ci-jointe
une demande, avec pièces demandées,
formulée par Mme Liebault femme
de notre agent Liebault Jean - SUSE
à Valenciennes, déporté le 13.4.1944

VB NV 7 P 3

Transmis à Monsieur chef
des services administratifs

Le Chef de la subdivision du Personnel
et du Personnel des Services de la Voie

1

S. 1873

OK

Sobyeois, Albert.

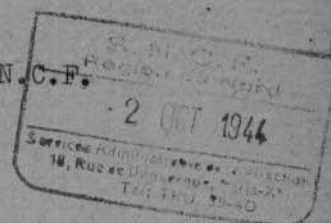
no. 94608

at
J
I
K
L
M
N
O
P
Q
R
S
T
U
V
W
X
Y
Z

S.N.C.F.

Région du NORD

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les Autorités d'occupation



Nom : LORJAIS

Prénoms : Albert, Fernand, Eugène

Grade à la S.N.C.F. : Ouvrier de 1ère classe

Résidence de service : Lagny

Date d'entrée à la S.N.C.F. : 28 Mars 1919

Date et lieu de naissance : 10 février 1901 à Rougeries (Aisne)

Domicile civil : LAGNY près de Reims (Aisne)

Situation de famille : marié 3 enfants (24, 19 et 15 ans)

Qualités professionnelles : Bon agent

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : { 7 octobre 1912 au 27 mars 1919

Affiliation politique (s'il y a lieu) : { Nul à notre connaissance

Date de l'arrestation : 5 août 1944 à la pointe du jour à son domicile à Lagny (Aisne)

Motifs de l'arrestation : { Inconnu.
Il s'agit d'une arrestation collective, le pays a été cerné vers 3h du matin. L'arrestation a été ordonnée par les autorités allemandes de Saint-Martin. Nous n'avons pu obtenir aucun renseignement sur le motif de l'arrestation.

Condamnation : {

Date, tribunal, motif : {

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce : {

Lieu d'internement au moment de l'arrestation : { présumé St-Martin.

Nom du défenseur : {

D 1173

S. C. P. au Dos
Le Directeur

Décidé à l'infirmerie du
camp de concentration de
Dachau à Emsenrungen
le 13. Mai 1945 vers 16h

2 OCT 1944

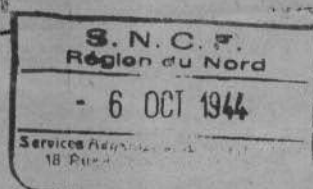
Signé : DEGARDIN

S. C. P. avisé le 5.9.1945 par bulletin collectif classé D. 3562 Didelet.

Copie à Monsieur le Chef des Sces
administratifs pour le tenir au courant.

Paris, le 5 octobre 44

Le Chef de la Division
du Secrétariat et du Personnel



Monsieur ROUSSEL,

Je vous informe qu'il a été décidé d'attribuer à M. LOBJEUX
Albert, ouvrier de 1^{re} classe à Laon, arrêté par les autorités
allemandes le 6 août 1944, une allocation égale à la totalité
de sa solde et ce, depuis la mise en état d'arrestation de l'inté-
ressé.

L'imputation est à faire au chapitre 1er, article 18, para-
graphe 3.

Par ailleurs, les dispositions complémentaires ci-après sont
à prendre à l'égard de l'intéressé :

- les retenues pour la Caisse des Retraites et la Caisse de Pré-
voyance devront être opérées, lesquelles seront versées à ces
caisses.

En outre, l'allocation versée subira les retenues fiscales et
sera déclarée au fisc.

Le Chef de la Division
du Secrétariat et du Personnel

6/10
M. Marty

5 Juin 1945.

Cher Monsieur le Curé,

A mon grand regret, je dois m'acquitter d'une bien triste mission auprès d'une de vos paroissiennes de LUGNY.

Il s'agit de Monsieur LOBJOIS Albert que j'ai connu à l'infirmerie du Camp de Concentration de DACHAU. J'ai vu arriver Monsieur LOBJOIS le 9 Mai dans un état de maigreur effrayant. (d'ailleurs nous étions presque tous dans le même état-moi même j'étais comme un squelette-Il avait un énorme phlegmon au coude droit, Il fut opéré le jour même. L'opération réussit bien. Mais dès le lendemain il se mit à faire de la fièvre 40°, 40°8. Malgré tout le médecin espérait.

Quand le 13 Mai, vers 14 3 Heures de l'après midi, il tomba presque subitement dans le coma. Son agonie fut courte. Une heure après il était mort.

Helas, je ne pus lui donner que de loin l'absolution (il couchait à trois lits d'intervalle de moi). J'étais complètement paralysé et je ne pouvais faire aucun mouvement dans mon lit, même pas tourner la tête.

Auparavant, je lui avais envoyé un prêtre qui lui avait proposé la communion. Il avait répondu "oui", mais dans quelques jours. Un prêtre arriva quelques minutes après son dernier souffle. Il l'administra sous conditions.

Ce brave homme m'avait raconté qu'il était employé de la S.N.C.F. depuis 25 ans à la Gare de LAON. Il fut arrêté en Août 44 (si mes souvenirs sont exacts, il ne m'a pas parlé de sa famille car ni lui ni moi ne pensions à une fin surtout si rapide. Je ne sais si sa femme a déjà été prévenue. En tout cas je me permets de vous demander de bien vouloir lui annoncer cette triste nouvelle.

Je me promettais d'aller vous rendre visite pour vous accompagner. Helas notre rapatriement se fait très lentement. D'ailleurs quelque allant mieux il me sera impossible de voyager seul avant plusieurs mois. Dès mon retour à HIRSON, je me ferai un devoir de recevoir Madame LOBJOIS si elle désire venir me voir. Veuillez lui dire.

En vous remerciant, cher Monsieur le Curé, je vous prie d'agréer mes respectueux sentiments

Abbe Paul MILLOT Curé doyen d'HIRSON

Voici mon adresse (Vous pouvez m'écrire en Franchise Militaire)
H.E.M. 401 S.P. 76925

Camp de concentration de DACHAU

COPIE

Chères femme et enfants,

Le 12ème épisode du Chemin de la Croix est terminé; quel calvaire, ce n'est pas explicable. J'ai maigri de 25 Kgs environ. Pour comble, j'ai un phlegmon au coude. Je vais probablement aller à l'infirmérie pour quelques jours, cela me reposera.

Avez vous appris par T.S.F l'endroit où nous étions.

Je compte être à LUGNY pour les cerises. Surtout munis-toi de bon vin, celui que tu as conservé si précieusement. J'aurais besoin de laitage peu et souvent. (Enfin en les a eu)

Ce sont les Américains qui nous ont délivré 48 heures après notre arrivée au camp. Il était temps, encore deux jours et au four crématoire.... Maintenant, la libération. 27 jours de voyage à pied et wagons. 7 repas complet, le reste en casse-croûte de chien et pulpes séchées. J'ai été sauvé par un petit gas de ASSIS S/SERRE (Jean BAUDRE). Voudrais tu dire à sa mère que son fils est en bonne santé et qu'il va sans tarder de retour.

Pour les abeilles, il faut voir RICHERT, j'ai encore une ruche à hausses disponible, vous mettrez un fibreux ciment *comme isolant*

Je vous embrasse tous bien plus fort les uns que les autres surtout la petite à Gilberte

Votre père et fils

" A. LOBJOIS "

24.H



10 JUL 1945

DR/N2/41
D.1873

Monsieur le Directeur
du Service central du Personnel
1ère Division
Section des prisonniers et déportés

M. LOBJOIS, Albert, ouvrier de
1ère classe à LAON, est décédé le 13 mai
1945 vers 16 h à l'infirmerie du camp de
concentration de DACHAU à EMENERDINGEN
(Baden) Allemagne.

Ci-joint copie de la lettre du 5
juin 1945 de M. l'Abbé Paul MILLOT,
curé doyen d'HIRSON, déporté en Allemagne
à M. le Curé de Rogery près de LUGNY,
lui annonçant le décès de notre agent.
La famille n'a pas reçu d'autre avis de
décès.

Le Directeur,

S. Gerny

Laon, le 23 juin 1945

MR

Personnel

M. LOBJOIS Albert
ouvrier de 1ère classe
à LAON

Monsieur l'Ingénieur,

M. LOBJOIS Albert, ouvrier de 1ère classe à Laon (Cité), né le 10 février 1891 à Rougeries (Aisne), affilié à la S.N.C.F. le 1er mars 1920, est décédé le 15 mai 1945 vers 16h à l'infirmerie du camp de concentration de DACHAU, à Emmendingen (Baden) Allemagne.

Ci-joint copie de la lettre du 5 juin 1945 de M. l'Abbé Paul Millot, Curé Doyen d'Hirson, déporté en Allemagne, à M. le Curé de Rogery près de Lugny, lui annonçant le décès de notre agent. La famille n'a pas reçu d'autre avis de décès.

Ci-annexée copie de la dernière lettre sans date adressée par M. LOBJOIS à sa famille.

P. le Chef de Section pal

.....

VB/N va B

Déportés en Allemagne
LOBJOIS Albert
ouv. 1ère classe à Laon

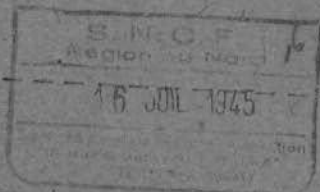
St-Quentin le 27 juin 1945

Transmis à Monsieur PARADIS,

comme suite à ma lettre du 22 courant.

L'Ingénieur de la Voie
FRAILLION

VB/N ep R2 16 JUIL 45



Paris, le 13 juillet 1945

COPIE à Monsieur le Directeur

pour le tenir au courant

Le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments

Blum

VEN.Va.3Agents décédés
en Allemagne

ST.QUENTIN, le 18 OCTOBRE 1945

Monsieur PARADIS

Chef de la subdivision du Personnel

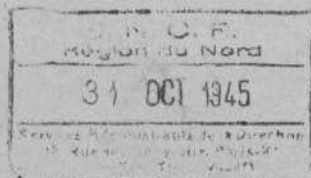
et du Secrétariat du service de la voie
à PARIS

Suite à votre transmission du 18.8.45. de la note Bm.1196 du
3.8.45 de Monsieur le Directeur, relative à l'envoi des témoignages
écrits concernant le décès de Mr LOBJEIS Albert, cantonnier à LAON
je vous adresse ci-joint la déclaration de Mr MILLOT Paul, légalisée
par le Maire d'HIRSON.

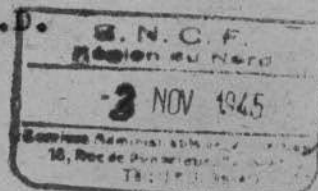
-1-

Aucun autre témoin français ne peut certifier le décès.

/1'INGENIEUR DE LA VOIE,

19 OCT 1945
Paris, 30/10/1945Transmis à Monsieur le Chef des
services Administratifs.comme suite à la lettre Pm 1196 du
3 août 1945 de Mle Directeur des services CentrauxLe Chef de la Subdivision du Secrétariat
et du Personnel du Service de la Voie

VEN/2f/32



- 3 NOV 1945

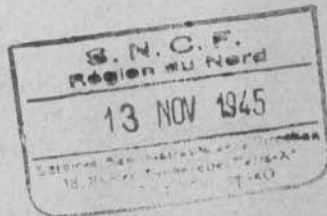
TRANSMIS à

DR/N2/41

VR : Em 1196 du
3.8.1945.Monsieur le Directeur
du Service Central du Personnel.7 témoignages écrits certifiant
le décès survenu en Allemagne de :MM. LOJJEIS, Albert, cantonnier
à HIRSON,DEVICNE, Georges, cantonnier
à SOISSONSDIDIER, Emile, Inspecteur divi-
sionnaire de 1^{re} cl. à ARRASTRODET, Joseph, auxiliaire à
PERONNE.

P. le Directeur,

S. Ferry



13 NOV 1945

Madame,

DR/N2/41 D

J'ai été douloureusement ému par la mort de votre mari décédé en captivité.

Au nom de la Société Nationale de la Région Nord et en mon nom personnel, je m'associe à votre deuil et vous exprime mes sentiments de vive condoléance.

Je tiens à vous assurer que nous saurons garder le souvenir de votre cher disparu.

Veuillez agréer, Madame, avec l'hommage de mon respect, l'assurance de ma profonde sympathie.

Le Directeur,

Signé : HÉBERT

Madame LOBJEIS
à LUCNY-s/MARLE
(Aisne)

D. 1873

SR 2

Voiscloux, Amand

(Voir aussi Rivolt 28610 pendant Regis)

(Voir Lefèvre Henri D 1873)

cl
u

S.N.C.F.

Région d NORD

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les Autorités d'occupation

NOM	LOISELLEUX
Prénoms	Amand,
Grade à la S.N.C.F.	Homme d'équipe
Résidence de service	JEUMONT
Date d'entrée à la S.N.C.F.	5.10.1936
Date et lieu de naissance	25.7.1911 à St HILAIRE des LANDES.
Domicile civil	Rue de la Halle à SOLRE-sur-SAMBRE (Belgique)
Situation de famille	Marié ,2 enfants âgés de 17 et 15 ans.
Qualités professionnelles	Normales.
Services militaires (Grade, campagnes, citations, blessures)	9.10.1929 E V 3 ans Equipage de la Flotte 15.10.1932 Libéré.
Affiliation politique (s'il y a lieu).	
Date de l'arrestation	6.11.1943 à 7 heures (assurait un service tracé de 6 h à 15 heures).
Motifs de l'arrestation	Tentative de vol. Nous demandons à l'E.B.D. LILLE de nous faire connaître la suite réservée à cette affaire.
Condamnation	
Date, tribunal, motif	
Eléments de toute nature sus- ceptibles de justifier un recours en grâce	
Lieu d'internement	VALENCIENNES.
Nom du défenseur	16 NOV 1943

D 1873
Libéré le 5.5.1945

Reprise de service le 21.5.1945

S.C.P. *de Bruck*
de Bruck

Signé : CANBURNAC

S.C.P. avisé le 4.7.1945 par bordereau collectif claud Dr 500 ex. Brucout huile

COPIE pour Monsieur le Chef des Services Administratifs
de la Direction,

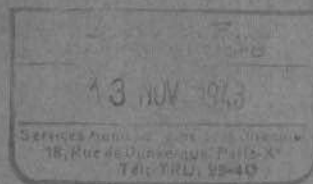
Ci-joint fiches de renseignements.

/Le Chef de la Subdivision du Personnel

Drany

EX.N.g.p.4 A/1

D. 40.960



Arrestation par les
Autorités allemandes.

Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité M.T.

Les Hommes d'équipe PRUVOT, Maurice et LOISELEUX, Amand, de JEUMONT, sont absents de leur service du fait de leur arrestation par les Autorités allemandes, sous l'inculpation de tentative de vol, et je vous prie de leur supprimer leur solde comme indiqué ci-après :

- PRUVOT à compter du 5 Novembre 1943 à 10 h 30 (assurait un service de 8 h 15 à 20 heures, avec coupure de 11 h à 14 heures) - domicilié 37 Rue Victor Hugo à MARPENT (Nord)
- LOISELEUX, à compter du 6 Novembre 1943 à 7 heures (assurait un service tracé de 6 h à 15 heures) domicilié Rue de la Halle à SOLRE-sur-SAMBRE --(Belgique)--.

Mais je vous serais obligé de faire verser à la femme de chacun de ces agents le montant des sommes acquises par ceux-ci au titre "appointements" pour la période comprise entre le 1er Novembre 1943 et la date de leur arrestation.

*13.11
m. m. m.*

SIR: DELANNOY

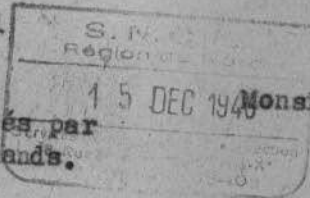
S.N.C.F.
Région du Nord

Le

15 DEC 1943

G

DR/N.2/41
D.1873



Agents arrêtés par
les allemands.

Monsieur le Directeur du Service
Central du Personnel,

Suite à mes transmissions des notices de
renseignements concernant :

BIDAUT Fernand, sous-chef de manoeuvres,
PRUVOT Maurice, homme d'équipe,
LOISELEUX Armand, homme d'équipe,

} de
Jeumont

Le conseil de guerre de VALENCIENNES a condam-
né les intéressés à un an de travaux forcés.

Le Directeur,

Signé: OUDOT

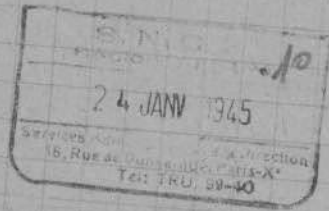
M. le Directeur, 22 JANV 1945

Le motif de l'incarcération ne permet pas de verser une allocation mensuelle.

M^{me} Loiseleur, dont la santé est médiocre, ne peut travailler. Elle a épuisé ses économies et n'a pour ressources qu'une rente-accident de 3.515^{fr}60 par an. Elle a contracté un emprunt de 3.000^{fr}. Elle a un fils de 16 ans.

Un secours exceptionnel pourrait lui être versé.

L'EX vous propose 3.000^{fr}.
Pas d'objection (per intervention)



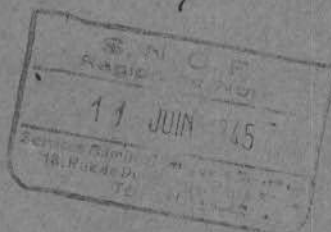
2000
1008

COPIE pour Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction.

9 JUIN 1945

EX.N.gp.4 A/I
D. 56.954

Arrestation par les
Allemands.



Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité M.T.,

L'homme d'équipe LOISELUX, Armand, de
JEUMONT, qui était absent de son service depuis
le 6 Novembre 1943, à 7 heures, du fait de son
arrestation par les Allemands, sous l'inculpa-
tion de tentative de vol de tissus en gare de
JEUMONT le 24 Septembre 1943, a été remis à la
disposition de sa gare d'attache le 21 Mai 1945.

Je vous prie de lui rétablir ses appoin-
tements à compter du 21 Mai 1945.

La période d'absence du 7 Novembre 1943
au 20 Mai 1945 inclus sera déduite des services
comptant pour la retraite.

*Transmis
au carte*

SIGNÉ : CHEVNIER
Libéré le 5-5-1945
Repris le 21-5-1945

18 AOUT 1945

DR/N2/41
D 1873/3610

Monsieur le Chef de la Subdivision
du Personnel EX.

L'affaire de tentative de vol de tissu en Gare de JEUMONT est entièrement allemande : marchandise allemande, police allemande, tribunal allemand.

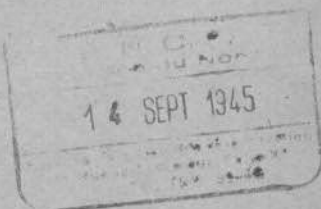
Le visiteur LEFEBVRE a toujours nié, même devant le tribunal allemand, toute participation à cette tentative de vol.

Par suite, le Service M.T. a considéré, à juste titre, que la condamnation prononcée à l'égard de cet agent l'avait été "pour motif inconnu", ce qui permettait de verser à sa famille une allocation mensuelle correspondant aux 3/4 de la rémunération.

S'il en est de même pour les trois agents de votre Service qui ont été impliqués dans la même affaire, je n'aurai pas d'objection à ce que la même solution leur fut appliquée rétroactivement. Au préalable, il y aurait lieu (si cela n'a pas déjà été fait) de recueillir les explications écrites, tout au moins de MM. PRUVOT et LOISELEUX, qui ont repris leur service après libération.

L'Ingénieur en Chef

Signé : BÉHAL



/Le Chef de la Subdivision du Personnel

Delannoy

13 SEP 1945

EX.N.gp 4 A/1

D.56.934

Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité M.T.,

Rappel de solde

Après nouvel examen du cas de l'homme
d'équipe LOISELEUX, Armand, de JEUMONT, il a
été décidé de restituer à cet agent le traite-
ment et les accessoires dont il a été privé
pendant son incarcération par les Allemands du
7 novembre 1943 au 20 mai 1945 inclus.

Ci-joint fiche de renseignements pour
vous permettre de déterminer le montant des
sommes revenant à l'intéressé.

Signé: DELANNOY

*La dernière
1/2 a été payée
en vertu de
la P 1259*

D 1873

DR2.

Lombart, Léon

OK

1873

Tombart, Teoj.

S.N.C.F.

Région du **NORD**

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les Autorités d'occupation.

S.N.C.F.
REGION du NORD

4 DEC 1942

ARRESTATION

NOM : **LOMBART**

Prénoms : **Léon, Jules, Henri**

Grade à la S.N.C.F. : **Homme d'équipe**

Résidence de service : **ETAPLES**

Date d'entrée à la S.N.C.F. : **19 Novembre 1936**

Date et lieu de naissance : **8 Décembre 1913 à LILLE (Nord)**

Domicile civil : **85, route nationale à NEUVILLE-S/S-MONTREUIL**
(Pas-de-Calais)

Situation de famille : **Marié, 1 enfant de 2 ans**

Qualités professionnelles : **Normales**

Services militaires
(grade, campagnes, citations,
blessures) : *Service militaire accompli au 509^e Chas de Combat.
mobilisé le 3 septembre 1939 au 38^e Régiment de
Chas de Combat. 2^e C^o de 2^e bataillon 304 et d'atti-
en affectation spéciale au titre de l'usine "aciéries
de Valenciennes" le 1^{er} décembre 1939.*

Affiliation politique (s'il y a lieu) : {
{

Date de l'arrestation : **1er Décembre 1942**

Motifs de l'arrestation : { **Altercation et échange de coups avec un**
{ **agent de la Reichsbahn le 5 Novembre 1942**

Condamnation : **6 mois de prison**

Date, tribunal, motif : { **23 Novembre 1942**
{ **Tribunal Allemand. Tournai.**
{ **Jugement entrant en vigueur le 1^{er} Décembre 1942**

Eléments de toute nature susceptibles
de justifier un recours en
grâce : {
{

Lieu d'internement : **Serait incarcéré à ARRAS**

Nom du défenseur : **Inconnu**

D. 1873. LCP m. L. L. L.
24 DEC 1942 L. L. L.
Signé : Oudot

(25 ex.)

Ci-joint fiches de renseignements



EX.N.sp.4A/1
D.48631

Le Chef de la Subdivision du Personnel

CONFIDENTIEL

P.1 3929 du 7 Décembre 1942

Monsieur le Chef de l'Arrondissement
de l'Exploitation de ST-OMER

Arrestation par les
autorités allemandes

Suite à votre lettre rappelée ci-contre concernant l'Homme d'équipe LOMBART, Léon d'ETAPLES, qui est incarcéré par les autorités allemandes depuis le 1er Décembre 1942 pour purger la condamnation à 6 mois de prison prononcée à son égard pour "altercation et échange de coups avec un agent de la Reichsbahn.

En application de nouvelles dispositions décidées par le Service Central du Personnel, LOMBART bénéficiera pendant la durée de son absence d'une allocation égale aux 3/4 de sa rémunération augmentée s'il y a lieu des allocations familiales.

(1) Sur cette allocation qui sera versée à la femme de l'intéressé, devront être opérées les retenues pour Caisse des Retraites et Caisse de Prévoyance, lesquelles retenues seront versées à ces Caisse. L'allocation subira, d'autre part, les retenues fiscales et sera déclarée au fisc.

Pendant son absence, l'agent continuera à avancer en échelon. Après son retour on examinera sa situation au point de vue de l'avancement en grade dans les conditions où on le ferait pour un agent rentrant de captivité.

La prime de fin d'année ne sera pas réduite en raison de l'absence, mais si LOMBART n'est pas libéré au moment du paiement des primes de fin d'année, sa prime sera mise en réserve et non payée aux ayants-droit.

D'autre part, le congé annuel de l'année où l'agent reprendra son service ne sera pas réduit.

Enfin je vous précise que pendant l'absence de l'agent, la famille conservera le droit aux facilités de circulation, aux fournitures d'économat et à l'approvisionnement en combustible.

Je vous prie de veiller à l'application de ces prescriptions

Signé : CHEVRIER

(1) Domicilié route Nationale à Neuville
sous Montreuil (P.D.C.)

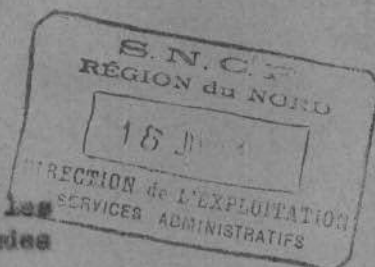
Copie pour M. le Chef des Services Administratifs de la
Direction
en lui précisant que LOMBART a été libéré le 31 Mai 1943.

Le Chef de la Subdivision du Personnel
Derat

EX.H.SP.4 1/1

D.48.631

Arrestation par les
Autorités Allemandes



Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité M.T.

L'homme d'équipe LOMBART, Léon d'ETAPLES,
qui était absent de son service depuis le 1er
Décembre 1942 du fait de son arrestation par les
autorités allemandes, s'est remis à disposition
de sa gare d'attache le 2 Juin 1943, après li-
bération.

Prière de lui rétablir ses appointements
à compter du 2 Juin 1943.

16.6

in Martin

Signé : DERAT

S.N.C.F.
Région du Nord

Le Directeur
de
l'Exploitation

DR/N.2/41
D. N° 1873
Libération d'agent
incarcéré par
les Allemands



Le 17 JUIN 1943

Monsieur le Directeur du Service
Central P.

Suite à la fiche de renseignements concer-

nant l'homme d'équipe Tombart,
Veoy-d-Staples

que je vous ai adressée le 4 Décembre 1942

Cet agent, incarcéré par les autorités

d'occupation depuis le 7^e Décembre 1942,

a été libéré le 31 mai 1943 et a repris

son service le 12 juin 1943.

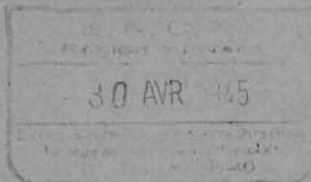
Le Directeur de l'Exploitation,
Signé : Oudot

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

Le 28 AVRIL 1945 19

EXPLOITATION

18, Rue de Dunkerque
PARIS - X°Tél. : TRUDAINE
99-40, 99-41, 99-42, 99-43
Inter 33Adresse Télégraphique
NAFERNORDEX.N.sp.4 A/1
D.48.631Arrestation
par les AllemandsLETTRE-REPONSEMonsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction

L'homme d'équipe LOMBART, Léon, de la gare d'ETAPLES, a été absent de son service du 1er Décembre 1942 au 1er Juin 1943 inclus du fait de sa condamnation par le Tribunal allemand d'ARRAS à 6 mois de prison "pour ne pas avoir exécuté les ordres d'un agent Reichsbahn et avoir donné à celui-ci plusieurs coups de poing".

Le rapport que je vous communique ci-joint relate les faits tels qu'ils se sont passés en présence de témoins et, s'il peut être à la rigueur reproché à LOMBART d'avoir fait preuve de légèreté dans l'exécution de son service, on ne peut que constater qu'il n'a fait que rendre au cheminot allemand les coups que celui-ci lui a portés.

Le Chef d'Arrondissement propose d'appliquer les dispositions de la lettre P.1259 du

S.C.P. à LOMBART que nous avons fait bénéficier d'une allocation égale aux 3/4 de ses appointements pendant son absence.

Je ne serais pas opposé à ce que cet agent soit traité à solde entière pendant la période précitée et, si vous n'avez pas d'objection, je lui ferai verser le complément de rémunération.

(Le Chef de la Subdivision du Personnel EX.)

[Signature]

DR/N2/41
D. 1873

Le 14-5-45

REPONSE
=====

Monsieur le Chef de la Subdivision
du Personnel EX.,

La note P. 1259 du 3/11/44 du S.C.P. ne s'applique pas à l'homme d'équipe LOMBART.

Mais comme il s'agit d'un agent normal qui n'avait fait que riposter aux coups que le cheminot allemand lui avait donnés, M. le Directeur a décidé de le traiter à solde entière pendant la durée de son incarcération.

Voudriez-vous, en conséquence, lui faire verser le complément de rémunération.

/ L'Ingénieur en chef,

Terry

3 MAI 1945

DR/N.2/41 D. 1373
Agents incarcérés par
les Allemands.



Monsieur le Directeur,

L'Exploitation soumet ci-joint, deux cas où les dispositions bienveillantes de la note P. 1259 du 3/11/44 de M. le Directeur du S.C.P. ne paraissent pas applicables.

1^o) Le sous-chef de manoeuvres LAMBERT, Antoine, de BOULOGNE, a été condamné par les Allemands à 2 ans de prison pour détention d'arme (fusil de chasse).

Ce cas me semble analogue à celui du Commis Ppal CLAIR, Jean (le 2^e de la liste ci-jointe de précédents). La même solution pourrait être adoptée : constater qu'il ne s'agit pas d'une action de résistance mais, en raison des charges de famille de l'agent (7 enfants), lui accorder, à titre de secours d'adversité, le remboursement de la totalité de la solde pendant la durée de son incarcération.

Si vous êtes d'accord, ci-joint le projet de réponse à M. le Chef du Service EX.

2^o) L'homme d'équipe LOMBART, Léon, de la gare d'Etaples a été condamné par les Allemands à 6 mois de prison pour "ne pas avoir exécuté les ordres d'un agent de la Reichsbahn et avoir donné à celui-ci plusieurs coups de poings".

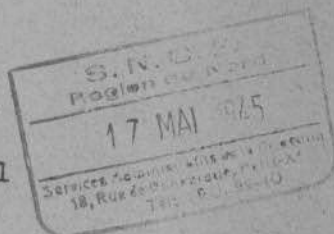
Ce cas ne figure pas à la liste des précédents. Les dispositions de la note P. 1259 ne me paraissent pas non plus applicables.

Cependant, comme il s'agit d'un agent normal et qu'il n'avait fait que riposter aux coups que lui avait donnés le cheminot allemand, vous voudrez peut-être le traiter à solde entière, pendant la durée de son incarcération.

Je répercuterai votre décision à M. CHEVRIER.

Henry

DR/N2/41
D.1873



REPONSE

17 MAI 1945

Monsieur le Chef de la Subdivision
du Personnel EX.,

La note P. 1259 du 8/11/44 du S.C.F. ne
s'applique pas à l'homme d'équipe LOMBART.

Mais comme il s'agit d'un agent normal qui
n'avait fait que riposter aux coups que le che-
minot allemand lui avait donnés, M. le Directeur
a décidé de le traiter à solde entière pendant
la durée de son incarcération.

Voudriez-vous, en conséquence, lui faire
verser le complément de rémunération.

L'Ingénieur en chef,

S. Garry

Oct. 1873

SK2

e

Longuemart, Albert

(voir Saint-Charles-Longuemart - en face)

S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les autorités d'occupation

NOM: LONCUMART
Prénoms Albert, Henri, Ernest
Grade à la S.N.C.F. Manoeuvre
Résidence de service Arras (Traction)
Date d'entrée à la S.N.C.F. 15.2.1927
Date et lieu de naissance 25.2.1929 Auchy les Messin (P.D.C.)
Domicile civil Arras Cité Bucquoy 12, Rue Stéphenon
Situation de famille Marié 1 enfant 12 ans
Qualités professionnelles normales
Services militaires (..... 1ère R.A.D.
(grade, campagnes, citations, 25.4.1930 - 15.4.1931
blessures)
Affiliation politique (s'il y nous n'en connaissons pas
a lieu)
Date de l'arrestation 13.11.1943 entre 21 et 22 heures
Motif de l'arrestation inconnu
Condamnation démarche va être faite à l'U.A. Douai
pour libération
Date, tribunal, motif
Eléments de toute nature suscep-
tibles de justifier un recours
en grâce
Lieu d'internement Prison de Guiney
Nom du défenseur -2 DEC 1943

18.1.45 Libéré D. 1873

20.1.45 Reprise de service. S.C.P. avisé par
bordereau Collectif, classé D. Elrabier

S.C.P. au Directeur
de l'Industrie

Steno. JOURNAL

11.1873

D.R.2

cf. 11.1873

George, Louis.

S.N.C.F.

Région d

du Nord

Renseignements à fournir

en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les autorités d'occupation

Preiers renseignements fournis téléphoniquement par le 2^{me} Arrondissement des Voitures
à Wagnon à Boullens le 11.1.43

NOM:

LORGE

Prénoms

Louis, Elol, Victor,

Grade de la S.N.C.F.

visiteur

Résidence de service

Saint-Pol

Date d'entrée à la S.N.C.F.

11.5.1923

Date et lieu de naissance

6.11.1901 à Boullens (Somme)

Domicile civil

Rue de la Paix 8/F

Situation de famille

marié / 2 enfants - 17a1/2 - 11a 1/2

Qualités professionnelles

Normales

Services militaires
(grade, campagnes, citations,
blessures)

7.4.21 - 27.3.1923

2^e cl. - 509^e Rég^t de Chars de Combat

Affiliation politique (s'il y a
lieu)

Nous n'en connaissons pas

Date de l'arrestation

7.1.1943 - 17 h en service

Motif de l'arrestation

Inconnu

Condamnation

Date, tribunal, motif

Éléments de toute nature suscepti-
bles de justifier un recours
en grâce

Lieu d'internement

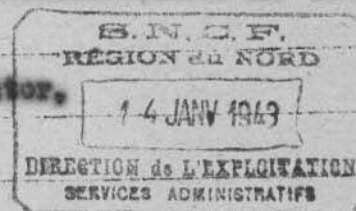
Probablement Arras

Non du défenseur

61873
14 JAN 1943

SCP au Dividing

Signé: CAMBOURNAC



PV/ S.N.C.F.

Région du NORD

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les autorités d'occupation

NOM : : LORGE

Prénoms : : Louis, Eloi, Victor

Grade à la S.N.C.F. : Visiteur

Résidence de service : StPOL

Date d'entrée à la S.N.C.F. : 11.5.23

Date et lieu de naissance : 8.11.1901 à DOULLENS (Somme)

Domicile civil : Rue de la Paix S/Nº, St POL (P.D.C.)

Situation de famille : Marié , 1 fils 17 ans 1/2 , 1 fille
11 ans 1/2

Qualités professionnelles : Normales

Services militaires... (grade, campagnes, citations, blessures) : Soldat de 2è cl. - 509è Chars de Combat
Appelé 7.4.21 - Libéré 23.3.1923

Affiliation politique (s'il y a lieu) :

Date de l'arrestation : 7.1.43 à 17 h (en service)

Motif de l'arrestation : inconnu

Condamnation :

Date , Tribunal, Motif :

Eléments d toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce :

Lieu d'internement : probablement ARRAS

Nom du défenseur :

19/3/41

Sorge, Louis
visiteur St Pol.

Adresse : 21 Quimperstrasse,

Rheinbach Allemagne. T. (doit être replié
sur l'intérieur de l'Allemagne).

S.N.C.F.

Région du NORD

Service M.T.

Liste des agents qui reprennent leur service après avoir été libérés des prisons ou camps (Fresnes, Romainville, Compiègne, Drancy, etc) où ils avaient été incarcérés par les autorités d'occupation.

Suite à la lettre A3 n° 156 du 7 septembre 1944

Nom et Prénom	Grade	Etablissement d'attache	Lieu d'internement	Dates	
				de libération	de reprise de service
LORGE Louis	Visiteur	St-Pol S/ Ternoise	Rheinbach (Allemagne)	13.4.45	14.4.45

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
(Subdivision du Personnel)
à LA CHAPELLE

Lille, le 18 avril 1945

L'Ingénieur

Chef de l' Arrondissement
du Matériel,

26 AVR 1945

SCP du Nord

Le Directeur

S. Termy

Termy

*SCP du Nord
D 1873*

ARE

Oct 1873

Louis, Alfred

vs. Charles August Robillard

att

NOTIFICATION
 Le 28 Octobre 1943, je vous ai signalé
 l'arrestation par les Autorités allemandes
 le 19 Octobre 1943, des agents ci-après de
 la gare de CASSEL:

NOV 1943

Monsieur le Directeur du Service
 Central P.

DR/N2/41
 D. 1873

Le 28 Octobre 1943, je vous ai signalé
 l'arrestation par les Autorités allemandes
 le 19 Octobre 1943, des agents ci-après de
 la gare de CASSEL:

M.M. PERARD, Raymond, Chef de gare de 5è Cl.

BRUGNET, Léo

Facteur Enregistreur

LOUIS, Alfred

-d°-

Répondant à notre demande d'intervention
 en vue de la libération de ces 3 agents,
 l'E.B.D. LILLE nous indique que rien n'a pu
 être obtenu à ce sujet et qu'aucun autre rap-
 port ne peut être fourni pour le mo-
 ment.

Cet organisme, en nous faisant part de
 ce qui précède, suggère d'effectuer des muta-
 tions appropriées pour le remplacement des
 intéressés si leur absence simultanée est
 susceptible d'occasionner une gêne dans le
 service.

J'estime qu'il s'agit là d'une solution
peu compatible avec nos besoins actuels et
qu'il y a intérêt à ce que nous soient resti-
tués 3 éléments expérimentés dont nous sommes
privés depuis le 19 Octobre 1943, du fait de
leur arrestation sans motif apparent.

Aussi, je vous serais obligé de vouloir
bien insister auprès de la H.V.D.-BRUXELLES
pour que M.M. PERARD, BEUGNET et LOUIS soient
libérés et mis à même de reprendre au plus tôt
leur activité à la gare de CASSEL.

Signé : CAMBOURNAG

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

M. M. PERARD, BEUGNET, LOUIS, Chef de gare de Cassel.

Le Directeur Général des Chemins de Fer de l'Etat.

Très respectueusement,

En vous remerciant de la libération de ces agents,
je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Les agents, en vous remerciant de la libération de ces agents,
je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Hauptverkehrsredirektion
Brüssel
Lr 3 H F 8 g/Bmpa 224 (o)

Brüssel, den 23. Dezember 1943

Objet : Arrestation d'agents de la gare de Cassel.

En réponse à votre lettre N° 2318 V du 5 Décembre 1943, nous vous informons que les agents Pérard, Beugnot, ~~XXXX~~ et Robilliart de la gare de Cassel se sont rendus coupables d'actes répréhensifs. Nous ne pouvons donner des renseignements plus détaillés à ce sujet.

Il n'y a pas lieu de s'attendre à la mise en liberté des agents.

signé: B a u e r .

Transmis à M. le Directeur général S.N.C.F. - PARIS.

BRUXELLES, le 24 Décembre 1943,
Le Chef du Service de liaison

signé: SCHNEIDER.

L.B. 7048/15

Préavis à M. le Directeur du Service central du Personnel,
à M. le Directeur de l'Exploitation - Région Nord,
à M. LATOUCHE, Chef du Service de liaison SNCF - EED - LILLE.

D.R/N.E/41 - D. 1873

- 6 JAN 1944

COPIE pour Monsieur le Chef du Service EX.

pour le tenir au courant.

P/ Le Directeur,

Signé: OUDOT

14. Juni 1945

Louis Alfred, Facteur en retraite
à Cassel

Interné au camp de Grossrossen
(Silésie)

Était en vie en Février 1944

Renseignements fournis par Monsieur
Favreau (Rescapé du camp de Buchenwald)

ca. 1944

13 JUIL 1945

Personnel

P. Le...

R. Lerat

6 JUIL 1945

W.S.G. 44/1
2.56.223

Application de la
lettre R. 1299 du
S.C.F.

Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité N.2.,

Le Porteur d'Enregistrement LOUIS, Alfred, Léon,
de la gare de St-Etienne a été absent de son service
du 20 octobre 1943 au 15 mai 1945 inclus, du fait
de son arrestation par les allemands.

Cet agent ayant droit, en application des dis-
positions de la lettre R. 1299 du S.C.F. à la récom-
pensation et aux primes et allocations qu'il avait
requises s'il avait été en service pendant la période
de présence, je vous adresse ci-jointe la fiche de
renseignements pour vous permettre de déterminer
le montant des sommes qui lui reviennent ainsi que
quelles parts à déduire l'allocation correspondant
aux 3/4 de ses appointements dont a bénéficié sa
famille pendant son absence.

La situation de cet agent n'étant signalée
comme particulièrement précaire, je vous serais
obligé de la faire régler très rapidement.

Signé: LERAT

S.N.C.F.

Région du Nord

Service de l'Exploitation

Liste des agents qui reprennent leur service après avoir été libérés des prisons ou camps (Fresnes, Romainville, Compiègne, Drancy, etc.) où ils avaient été incarcérés par les autorités d'occupation

Nom et prénoms	Grade	Etablissement d'attache	Lieu d'internement	Dates	
				de libération	de remise à disposition de la S.N.C.F.
LOUIS Alfred.	Facteur enregistreur	Cassel	Papensburg, Grossrosen, Loos, etc..	5/4/45	18/5/45
JUNCK Adrien.	Aiguilleur de 2ème cl.	St-Omer	Buchenwald Zuibergue Tchécoslovaquie Langenstein Halberstadt	11/5/45	25/5/45
ERHOLD Julien.	Sous-chef de gare de 1ère cl.	Calais	Bruchsal	14/4/45	21/5/45
LE BIHAN Laurence	Aiguilleur de 2ème cl.	Calais	Zuegenhain par Kassel	5/5/45	26/5/45
ANICOTTE Henri.	Conducteur	Calais	Saxenhausen Oriannenburg	25/4/45	5/6/45
CAMUS Julien.	Aiguilleur de 2ème cl.	Tergnier	Camp de Kématen (Autriche)	Evadé le 23/4/45	28/5/45 Warrant comme non en service à dater du 28/5/45, date à laquelle il est rentré à son domicile et a été fait porter-malade.
DELOIR, Edmond.	Chef de gare de 5e cl.	Villers-Bretonneux	Dachau	22/6/45	22/7/45
Melle ALEXANDRE Jacqueline.	Auxiliaire factrice	Hirson	Camp de Nenbradsenburg puis libérée alors qu'elle se trouvait en convoi à 15 km de Waren	29/4/45	A déclaré avoir obtenu à son retour 6 mois de repos pour maladie par son médecin traitant
					...

Nom et prénoms	Grade	Etablissement d'attache	Lieu d'internement	Dates	
				de libération	de remise à disposition de la S.N.C.F.
✓ BACRO Albert .	Facteur mixte intérimaire	Haubourdin	Diez Lehn (Allemagne)	27/3/45	14/5/45
✓ DESCHAUMONT Maurice .	Employé	Bureau 2ème Arrond. Lille	Dachau	29/4/45	19/5/45
✗ HACHIN Pierre .	Facteur aux écritures	Lille	Dachau	29/4/45	19/5/45 .
✗ OBJOIS Lucien .	Conducteur	Lille- Délivrance	Buchenwald	22/4/45	14/5/45
✗ QUILLÉ Albert .	Chef de train	d°	Buchenwald	22/4/45	5/7/45
✗ COQUISART Henri .	Aiguilleur de lère cl.	Tergnier	Sachsenhausen Oranienburg Kommando de Falkensee	26/4/45	5/6/45

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

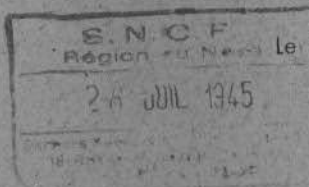
RÉGION DU NORD

EXPLOITATION

18, Rue de Dunkerque
PARIS - X^eTél. : TRUDAINE
99-40, 99-41, 99-42, 99-43
Inter 33Adresse Télégraphique
NAFERNORD

EX.N.gp. 4 A/1

D.B.

agents déportés
rentrés de
captivité.Monsieur le Chef des Services
administratifs de la Direction,

Je vous adresse ci-jointe,
en double exemplaire, une nou-
velle liste d'agents arrêtés au
cours de l'occupation allemande
et qui se sont remis à disposi-
tion de leur gare d'attache à
leur retour de captivité.

La Chef de la Subdivision du Personnel

*demande !
nou a m. Serail
fvp
port SEP + invio pour
note domie*

D. 1873

D. R²

Loy, Julien (Correspondance)

(Voir aussi Poiret Georges)

S.N.C.F.

Région d Nord

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les autorités d'occupation

*Premiers renseignements fournis téléphoniquement
par Amiens le 17/11/1942*

NOM:

LOY

Prénoms

Julien

Grade de la S.N.C.F.

mécanicien de route

Résidence de service

Longueau

Date d'entrée à la S.N.C.F.

17.2.1919

Date et lieu de naissance

24.1.1893 Noyelles sur Mer

Domicile civil

153, Rue du Maréchal Foch à Longueau

Situation de famille

Marié - un enfant

Qualités professionnelles

bonnes

Services militaires

(grades, campagnes, citations,
blessures)

1918 - 20 cl. 548 S.T.

appelé le 27.8.1918 - libéré le 23.8.1919
campagne contre l'Allemagne

Affiliation politique (s'il y a
lieu)

n'en connaît pas

Date de l'arrestation

14 Novembre 1942 vers 5h.

Motif de l'arrestation

Remorquant le train 434 a tamponné en
section bloquée le train 436 stationnant
à Ailly-a-Moye - victimes parmi les sol-
dats allemands.

Condamnation

Date, tribunal, motif

Eléments de toute nature suscepti-
bles de justifier un recours
en grâce

Lieu d'internement

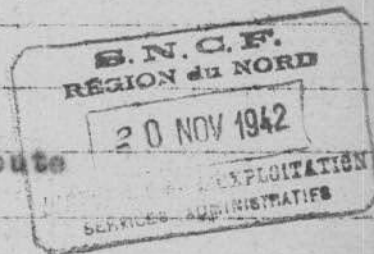
Maison d'arrêt d'Amiens.

Nom du défenseur

D 1873.

20 NOV 1942

SCP de Division
Le Directeur
Signé: CAMBOURNAC



ACCIDENTS DE SERVICE? DE PERSONNES
TENTATIVES CRIMINELLES ET ACTES DE MALVEILLANCE

Région du Nord

Service de la Traction

Dépôt de Longueau

Rapport de Monsieur COLET André, S/chef de dépôt de
1ère classe

Date : 14 novembre 1942

Lieu : Gare d'Ailly-sur-Noye ligne Longueau à Creil

Nature : Tamponnement d'un train arrêté en gare
d'Ailly-sur-Noye par un train ayant pénétré en section
bloquée, avec accidents de soldats allemands de l'armée
d'occupation (sans renseignements sur les blessés).

Circonstances : Le 14 novembre, le train 2326 houille
Lapugnoy-Achères composé de 44/52 véhicules 1341 tonnes
remorqué par la machine 140 A 222, personnel
VALLE-BON du dépôt de Creil, Chef de train MARGRY de
Longueau stationnant en gare d'Ailly-sur-Noye sur voie
principale gauche a été tamponné par l'arrière, par le
train 434/438 transport militaire Abbeville-Avignon
composé de 40 wagons 590 tonnes remorqué par la machine
140 A 237 D.E. de Longueau, mécanicien de route LOY
Julien, chauffeur de manœuvres POIRET Georges sur la
machine, mécanicien de route RETOURNE Gaston, chauffeur
de route CAVILLON Jules, dans le fourgon dortoir.
Le train 2326 avait fait arrêt en gare pour soins à
la machine et la queue du train se trouvant à environ
350 mètres après le panneau 180 présentant l'arrêt
du block, pour la section occupée par le 2326. Le mécani-
cien LOY après avoir marqué l'arrêt au panneau 180 a
pénétré en section bloquée et ayant aperçu trop tard
les signaux de queue du train 2326 a tamponné à une
vitesse de 15 kilomètres d'après les dires du mécani-
cien. Le chef de train MARGRY du 2326 après l'arrêt du
train s'était porté en tête pour signaler au mécanicien
le blocage intempestif du fourgon de queue et lors
de son retour en queue, a aperçu le train 434, il s'est
élancé aussitôt pour essayer d'alerter le personnel de
la machine. Le chauffeur POIRET interrogé a déclaré
bien avoir entendu et vu les signaux du chef de train
mais il était trop tard, il restait 10 mètres à par-
courir avant le tamponnement. Le mécanicien LOY inter-
rogé a déclaré que par suite d'une très mauvaise visibi-
lité due à des fuites de vapeur, il n'avait pas vu les
signaux de queue du train qu'il a tamponné.

...

CONSEQUENCES

Obstructions des voies principales droite et gauche de 18 h.05 le 14 à 6 h.40 le 15.

Trains Amiens-Longueau vers Paris via Creil détournés par Ormoy et par Montdidier via Saint-Just.

Membres de l'armée d'occupation blessés sans renseignements précis.

Chef de train DRAPIER d'Abbeville du train 434 légèrement blessé (contusions sommet du crâne)

Pas d'avarie ~~sur~~ à la voie.

Machine 140 A 237 traverse avant déformée porte de boîte à fumée défoncée. Tampons de choc avant droit et gauche arrachés. Fourgon de queue du train 2326 P.L.M. M w F 1141 complètement écrasé. Voitures C.6 13.215 et B 5 6146 placées 4ème et 5ème par la tête dans train 434 se chevauchant complètement et détruites.

Heure de rétablissement du service normal : 6 h.40

MESURES PRISES

Wagon de secours demandé par la permanence à 18 h.30

Fourni à 18 h.50 arrivé sur les lieux à 19 h.30

Grue de 32 tonnes d'Amiens demandée par la gare d'Ailly-sur-Noye départ 19 h.41 d'Amiens arrivée à 20 h.30

à Ailly-sur-Noye.

Opérations de secours déblaiement et relevage terminées à 4 H.00

Voies dégagées complètement à 6 h.40

INDICATION DES FONCTIONNAIRES AVISES

1° Inspecteur du Contrôle de l'Etat

Monsieur PARMENTIER Chef du Service du Matériel et de la Traction à PARIS.

A LONGUEAU, le 16 novembre 1942

P. le Chef de dépôt principal

.....

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS
RÉGION du NORD

N° de transmission *136*

SERVICES
ÉLECTRIQUES

Dépêche série N° *1*

Le *17* *19* *19* 19... — Heure de dépôt h.

GARE EXPÉDITRICE

GARE DESTINATAIRE

St Quentin Chaussée

RRI

à M^r

à M^r

Ce jour vers 17^h49 gare Ailly sur Oise
ligne Paris Amiens le 2326 Rouille Laugny
Achères arrêté en gare pour soins à la m^{re}
a été tamponné à l'arrière par train 434
troupes pour Laugny -
Tougon de queue du 2326 complètement écrasé
une voiture de tête du train de troupes du
vanche la voiture qui la précède et les
soldats qui l'occupaient sont vraisembla-
blement blessés - Deux voies p^{er}tes distantes -
Durée probable interruption : 6^h.
Cause non encore déterminée.

*Il y avait
quelques morts
La machine et le chauffeur
ont été évacués par les
A.S.*

Répart no 1 sauf R3

20/E 1205 — Marché 105. Lot 1.
Lille, Imp. L. Danel — Mod. E 483.

Expédiée à *RRI*
Boy
ESD

15/11/42

accident à Ailly-sur-Noye du 14 Nov. 18⁴

M. Vigier signale qu'il n'y a
pas eu d'incident de B.A.L.

Le mécanicien ^{du 434} aurait pénétré en
section bloquée et n'aurait pas aperçu
le falot ni qu'une du train de houille
arrivait en gare d'Ailly.

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS
RÉGION du NORD

N° de transmission.....37.....

SERVICES
ÉLECTRIQUES

Dépêche série.....P.R.I..... N°.....1.....
Le.....15/11..... 19 42..... — Heure de dépôt..... h.....m.....
GARE EXPÉDITRICE.....GARE DESTINATAIRE.....
St-JUST.....PARIS.....
à M^r Centralisatrice.....à M^r.....P.R.I.....

Suite à tamponnement du 2326 par train 434 en ga
re d'Ailly-sur-NOYE.

Relevage terminé à 6 h 15.

Voies principales gauche et droite libérées à
6 h 45.

Circulation normale reprise à la même heure.

MM. CAMBOURNAC-DEGARDIN-LAMARQUE
PIERSON-CHEVRIER

VERDIN et 3ème Subdivision

VALET et 2ème Subdivision

BONDON et 1ère Subdivision (R2)

Service V.B.

AUDOUIN, Inspecteur des Transports
Quai O - Gare de PARIS

N° de réception.....

20 (E 1293 — Marché 105, Lot 1.

Lille, Imp. L. Dancé — Mod. E 488.

Copie à M. MARLIER

Reçue de.....St-JUST.....

Expédiée à.....E.B.D.....

à.....7.....h.....40.....m.....

à.....P.C.I.....
à.....h.....m.....
Traction

S.N.C.F. REGION du NORD
La Chapelle, le 17 DEC 1942
Région du NORD
Matériel et Traction
Subd^{re} du Personnel
DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS

o/c

16 DEC 1942

S.P.D. N° 2612

Monsieur le Chef des Services
Administratifs
à PARIS

LOY, Julien, mécanicien de route
et POIRET Georges, chauffeur de manoeuvres à Longueau, incarcérés par les autorités allemandes, suite au tamponnement en section bloquée du train ZT 2326 du 14.II.42

Suite à la transmission des fiches de renseignements concernant ces agents.

Les intéressés ont choisi comme avocat Me MAHIU, Avocat de la S.N.C.F. à Amiens, qui a d'ailleurs déjà été demandé par les délégués, représentants de l'Union des Syndicats Confédérés de la Région du Nord.

L'affaire sera prochainement jugée devant le Tribunal Militaire de la Luftwaffe siégeant à Heilles (près de Beauvais).

Des démarches ont été entreprises pour obtenir la libération de nos agents et le chauffeur de manoeuvres POIRET a été remis en liberté le 8.I2.42.

L'Ingénieur Principal
Chef de Subdivision du Personnel

18 / 12
invariant

o/c

S. N. C. F. La Chapelle, le 23 DEC 1942

Région du NORD
Matériel et Traction
Subdir. du Personnel

S. N. C. F.
RÉGION du NORD

24 DEC 1942

S.P.D. N° 2612
Monsieur le Chef des Services
Administratifs
à PARIS

Tamponnement en section bloquée à
Ailly-sur-Noye le 14.II.42
Condamnations

Suite à ma lettre S.P.D. N° 2612 du
16.I2.42.

Je vous informe que cette affaire
a été jugée le 14 Décembre 1942 par le
Tribunal de la Luftwaffe à Heilles.

Le mécanicien de route LOY Julien
a été condamné à 7 mois de prison et
le chauffeur de manoeuvres POIRET
Georges, a été acquitté.

*du 12
in sup
univ*

L'Ingénieur Principal
Chef de la Subdir. du Personnel

M. PARMANTIER

Mécanicien de route LOY, de Longueau,
condamné à 7 mois de prison pour le rattrapage
de AILLY S/ NOYE.

Voilà un agent qu'il ne faudrait pas abandonner moralement - je ne parle pas du côté matériel pour lequel, je suppose que rien ne sera négligé⁽¹⁾. S'il est possible de lui rendre visite pendant sa détention, il faudrait que ses chefs ne manquent pas de le faire. D'autre part, il faut, sans plus attendre, intervenir auprès de la H.V.D. pour tenter d'obtenir une réduction de la peine.

(s) CAMBOURNAC.

(1) Je précise que si l'agent consulté, y consent, rien ne s'oppose au paiement à sa famille de sa prime de fin d'année 1942.



D.

31 DEC 1942

Monsieur le Directeur du
Service Central P

DR/N2/41
D.1873
Jugement
d'agents
arrêtés par
les Allemands

Dans sa séance du 14 Décembre
1942, le Tribunal de la Luftwaffe
à HEILLES a condamné le mécanicien
de route LOY, Julien, de LONGUEAU,
à 7 mois de prison, le chauffeur
de manoeuvres POIRET, Georges,
a été acquitté.

Le Directeur,
Signé: CALLECURNAC

M^r le Directeur

Les motifs du non paiement de
la prime de fin d'année aux agents
incarcérés par les Allemands sont bien
ceux que vous supposiez.

Dans ces conditions j'ai ajouté un
renvoi sur votre note ce joint à M. Par-
mantier.

Votre resp^t a dévou^e

Belleg

31-12-42

Rendu par M. le Directeur,
qui approuve l'addition.

Wander

22
expédié et
fourni copie à
G. J.

LA CHAPELLE, le

- 4 MAI 1943

GT

Registre du

Matériel et Tracé

du Pers

REGION du NORD

5 MAI 1943

DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS

Monsieur le Chef des Services
Administratifs
à PARIS

SPD. n° 4969

MR: SPD. n° 2727
du 23.12.1942

LOY Julien, mécanicien de route à
Longueau (Traction) - Incarcéré par les
autorités allemandes - Libération -

Cet agent qui, à la suite d'un tamponnement en section bloquée dont il s'était rendu responsable le 14.11.42 en gare d'Ailly-sur-Noye, avait été incarcéré par les autorités allemandes et condamné le 14.12.42 à 7 mois de prison par celles-ci, a été libéré le 7.4.43 et a repris son service le 8.4.43

La mesure de grâce est le résultat de l'intervention de l'E.B.D. Paris-Nord et la peine a été remise à la demande du frère de l'intéressé, LOY Robert, mécanicien de route au dépôt du Bourget qui, par sa prudence et son initiative avait, le 29.11.42, en gare de Persen-Beaumont évité un tamponnement avec un train de troupe.

5 Mai
en main

L'Ingénieur Principal

Chef de la Subdivision du Personnel

S.N.C.F.
Région du Nord



Le 7 MAI 1943

Le Directeur
de
l'Exploitation

DR/N.2/41
D. N° 1873
Libération d'agent
incarcéré par
les Allemands

Monsieur le Directeur du Service
Central P.

Suite à la fiche de renseignements concer-
nant le mécanicien de route Lory
Jules - de Toulouzeau
que je vous ai adressée le 15 novembre 1942

Cet agent, incarcéré par les autorités
d'occupation depuis le 14 novembre 1942,
a été libéré le 7 avril 1943 et a repris
son service 8 avril 1943.

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : Oudot

D. 1873

DR. 2

Lutas, Jean

LUTAS

Team

Auxiliaire Nanverre
Dépôt Le Vonnay
2. 3. 44

19. 11. 22 Masmy (Nord)

Amiche 44 Chemin Croix

Celibataire

Neant

Neant

сидомне

21. 8. 44

Appartenant à une section de FFI comme lieutenant

Constance's note, it put Lucille's to 23.8.44

discovered.

Fig. 6' Intervall

- 5 JUIN 1945

Service Central du Personnel (1^{ère} Division)

Le Directeur

Signé : HÉBERT

DRN. 2⁴¹ D. 1873

B.

S.N.C.F.

Paris, le 24 Avril 1945

Service Central
du Personnel

S.N.C.F.
Région du Nord

8, Rue de Londres (9ème)

26 AVR 1945

Section des Prisonniers
et Déportés

Monsieur le Directeur
de la Région du NORD,

Tél. TRI. 91-73

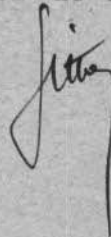
Réf. Pm N° 44/44.592

J'ai l'honneur de vous demander de
vouloir bien me faire adresser la fiche de
renseignements d'usage concernant:

M. LUTAS Jean - Auxiliaire-manoœuvre
à SOMAIN, MT

fusillé par les Allemands le 23 Août 1944.

Le Chef de Section,



OK 2

D. 1873.

Eugene Maurice

S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les Autorités d'occupation

NOM : LUZEUX

Prénoms : Maurice

Grade à la S.N.C.F. : Conducteur

Résidence de service : Dunkerque

Date d'entrée à la S.N.C.F. : 10 Octobre 1921

Date et lieu de naissance : 2 Décembre 1899 à Tergnier (Aisne)

Domicile civil : 20 rue Duriez à St-Pol-sur-Mer

Situation de famille : Marié - 1 enfant 2e sur 2 beaux enfants - 3e 28 ans

Qualités professionnelles : Bonnes

Services militaires (27 Décembre 1919)
(grade, campagnes, citations, blessures) (25 Mars 1921) 72ème Régiment d'Infanterie

Affiliation politique (s'il y a lieu) ()

Date de l'arrestation : 10 Mars 1943 (l'agent était en congé régulier)
Son fils qui était également porteur d'un sac d'avoine a été arrêté en même temps que lui.

Motifs de l'arrestation : Vol de sacs d'avoine dans le wagon 132.216 placé sur voie 10 du chantier de Dunkerque-Dunes - Transport pour les autorités d'occupation, en provenance de Beaumont pour Gravelines.

Condamnation : ()

Date, tribunal, motif : ()

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce : ()

Lieu d'internement : ()

Nom du défenseur : ()

31 MARS 1943

D. 1873.

Service Central du Personnel

au Directeur

Signé : CAHOURNAG

S. N. C. F.
RÉGION du Nord

31 MARS 1943

3
COPIE pour Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction

Ci-joint fiches de renseignements d'usage

27 MARS 1943

Le Chef de la Subdivision du Personnel

Brandy

29 MARS 1943

DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS

EX.N.g.p. 4A/1
D 14.208

Arrestation par les
Autorités allemandes

Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité M.T.

①
Le conducteur LUBEX Maurice de Dunkerque est
absent de son service depuis le 11 Mars 1943 du fait
de son arrestation par les Autorités allemandes pour
tentative de vol à leur préjudice.

Prière de lui supprimer ses appointements à
compter du 11 Mars 1943.

Signé: DELANNOY

Le 28 Mai 1943

Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction,

EX.N.gp 4 A/1
D.14.208.

Aff. LUZEUX.

Le 27 Mars 1943, je vous ai adressé les fiches de renseignements établies à la suite de l'arrestation par les autorités allemandes, le 10 Mars 1943, du conducteur LUZEUX Maurice, de DUNKERQUE, qu'un agent de la Reichsbahn avait surpris à cette date, dans le chantier de DUNKERQUE-DUNES en flagrant délit de vol de sacs d'avoine destinés à l'armée d'occupation.

Libéré dans l'après-midi du 13 Mars 1943, LUZEUX a été interrogé le 15 Mars par le Commissaire de Police de St-POL-sur-MER après une perquisition domiciliaire ayant amené la découverte d'objets appartenant à la S.N.C.F. et à des particuliers et sa suspension de fonctions a ensuite été décidée.

La Police française poursuit son enquête sur cette nouvelle affaire et je vous en communiquerai le résultat dès que j'en aurai connaissance.

J'ajoute que le 17 Mai 1943, M. le Chef de l'Arrondissement de l'Exploitation de St-OMER m'a fait connaître que LUZEUX était convoqué par les autorités allemandes pour purger la peine de 14 jours de prison prononcée à son encontre pour le vol d'avoine.

P. Le Chef de la Subdivision du
Personnel
S : DELANNOY.

DR/N2/41 - 2 JUIN 1943.
D.1873

Copie pour M. le Directeur du Service central P
Comme suite à ma transmission du
31 Mars 1943.

P. Le Directeur,

A. Berry

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

EXPLOITATION

18, Rue de Dunkerque

PARIS - X

Tél. : TRUDAINE

99 40, 99-41, 99-42, 99-43

Inter 33

Adresse Télégraphique
NAERNORD

Paris, le 28 MAI 1943 19

S.N.C.F.
RÉGION DU NORD
29 MAI 1943Monsieur le Chef
des Services Administratifs
de la Direction,EX.N.gp.4 A/1
D. 14.208

Affaire : LUZEUX

Le 27 Mars 1943, je vous ai adressé les fiches de renseignements établies à la suite de l'arrestation par les autorités allemandes, le 10 Mars 1943, du Conducteur, LUZEUX Maurice de Dunkerque, qu'un agent de la Reichsbahn avait surpris à cette date, dans le chantier de Dunkerque-Dunes en flagrant délit de vol de sacs d'avoine destinés à l'armée d'occupation.

Libéré dans l'après-midi du 13 Mars 1943, LUZEUX a été interrogé le 15 Mars par le Commissaire de Police de Saint-Pol-sur-Mer après une perquisition domiciliaire ayant amené la découverte d'objets appartenant à la S.N.C.F. et à des particuliers et sa suspension de fonctions a ensuite été décidée.

La Police Française poursuit son enquête sur cette nouvelle affaire et je vous en communiquerai le résultat dès que j'en aurai connaissance.

J'ajoute que le 17 Mai 1943,

Reg. 5
un mandat
un Supplément

indiquant det

M. le Chef de l'Arrondissement de
l'Exploitation de St-Omer. m'a fait
connaître que LUZEUX était convoqué par
les autorités allemandes pour purger la
peine de 14 jours de prison prononcée à
son encontre pour le vol d'avoine.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

W. H. H.

17 JAN 1944

Monsieur le Directeur du Service
Central du Personnel,

Par lettre même référence en date du
25 Novembre 1943, je vous ai prié de vouloir
bien intervenir auprès de la H.V.D. BRUXELLES
pour obtenir la libération de M. PERARD,
Raymond, Chef de gare de St Cl. à CASSEL,
ainsi que celle des facteurs-enregistrants
BEUGNET, Léo et LOUIS, Alfred, et du canton-
nier ROBILLIANT, André, de la même résidence
qui ont été mis en état d'arrestation par les
Autorités allemandes les 14 et 19 Octobre
1943 sans motif apparent.

D.B/N. 2/44
L. 1875

Agents arrêtés
par les
Autorités
allemandes.

Dans une note datée du 23 Décembre 1943,
la H.V.D. indique que ces 4 agents "se sont
rendus coupables d'actes répréhensibles"
sur lesquels il n'est donné aucune précision
et ajoute "qu'il n'y a pas lieu de s'attendre
à leur mise en liberté".

Je vous serais obligé de vouloir bien in-
tervenir à nouveau afin que, s'il n'est pas
possible de voir les intéressés remis à notre
disposition, nous connaissions tout au moins
la nature des faits qui leur sont reprochés,
l'absence d'agents de l'ordre des 5 premiers
nous créant de très sérieuses difficultés.

Le Directeur,

Signé : CAMBURNAG

HAUPTVERKEHRSDIREKTION
BRUSSEL
3 H P 8 g/bmpa 224 (c)

G.
Bruxelles le 15 avril 1944

Traduction

Objet : arrestation d'agents de la gare de CASSEL

Péard - Buguin - Dubois - Robillart
Référence : votre lettre n° P 2318 W (Directeur général
du 27 Mars 1944.

Nous ne sommes malheureusement pas en mesure d'intervenir en vue de la remise en liberté des agents arrêtés, étant donné que la nature des fautes commises ne permet pas de s'attendre à une suite favorable.

signé : Dr STILLE.

Service de liaison
SNCF-HVD-BRUXELLES

L.B.7864/15

Transmis à Monsieur le Directeur
général de la S.M.C.F. PARIS

Bruxelles le 17 avril 1944

signé : SCHNEIDER

Préavis à M. le Directeur du Service central du P^{ol}

N. 1873.

Louis Alfred, Léon
Facteur bureautant à Cassel.

Libéré le 5. Avril 1945

Reprise de service le 18 Mai 1945